

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 27 JUIN 1978 - N° 77

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

MOULINEX : DES COMMANDOS ATTAQUENT LES USINES DE CAEN ET ALENÇON

LA RIPOSTE DES OUVRIERES



● Boussac : plusieurs usines occupées

A la préfecture, jeudi, les travailleurs de plusieurs usines sont rassemblés. Ceux des Grands Sables, Nomexy, Thaon, Vincey. Nous rendons compte de leurs discussions.

Lire en page 6

● Arsenaux : l'action continue

Trois semaines de grève aux arsenaux de Brest. Samedi, une manifestation interprofessionnelle regroupa 4 000 travailleurs. Le caractère le plus restreint de cette mobilisation par rapport aux précédentes s'explique sans doute par le retard apporté au soutien des travailleurs de l'Arsenal qui souhaitaient un élargissement aux autres entreprises de Brest.

Lire en page 7

CONTRE LE MEETING FASCISTE DE MARDI, RIPOSTE DE MASSE !

Alors qu'il interdit de nombreux meetings, où devaient s'exprimer des révolutionnaires étrangers, Giscard laisse passer tout, ou presque, ce que l'Europe compte de racaille fasciste. Mardi, le PFN entend tenir un meeting avec le MSI italien et le groupe fasciste espagnol Fuerza nueva. C'est une riposte de masse qu'il faut développer pour s'opposer à la prétention des apprentis-nazis de clamer leurs appels à la

violence, au racisme, aux meurtres.

A l'appel des fédérations parisiennes du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, tous à la manifestation mardi 27, à 18 h 30, place d'Italie (Bd de la Gare).

Lire en page 3

LE MONDIAL
TERMINÉ

L'Argentine de la torture



Le Mondial est terminé. Derrière la victoire de l'équipe d'Argentine, l'ombre va maintenant retomber. Derrière l'hilarité de Videla, contemplant sa «coupe», les tortures vont continuer, la répression sanguinaire va se poursuivre. Cette réalité de l'Argentine fasciste, rien n'aura pu dissimuler la résistance du peuple argentin. Dimanche, quelques heures avant la finale, une bombe de forte puissance explosait devant une école militaire.

Lire en page 10

Le PS aussi a sa contestation

La contestation n'est pas l'apanage du PCF. Mitterrand en fait l'expérience. Déjà entré dans la préparation de son congrès en 79, le PS éclate en de multiples tendances. Il n'est pas jusqu'au CERES qui ne soit touché. Tenant son colloque ce week-end, celui-ci a vu ses rangs nettement divisés sur l'attitude à prendre vis-à-vis de la ligne Rocard.

Lire en page 3

Fuite dans une centrale nucléaire

Une fuite a été décelée dans le circuit primaire de la centrale de Tihange en Belgique. Des ouvriers chargés de la réparation ont été commotionnés, tandis que les techniciens français appelés en renfort ont été impuissants à colmater la brèche. Toujours sûres, les centrales nucléaires ?

Lire en page 5

Les contestataires du PCF

QUELLES ALLIANCES ?

2 - La position d'Althusser

● A la différence d'Elleinstein, la préoccupation centrale de Louis Althusser n'est pas celle de la place des couches moyennes, cadres et autres «intellectuels» dans la politique suivie par le PCF.

Il s'est beaucoup plus intéressé, dans la série d'articles qu'il a publiés dans *Le Monde*, au fonctionnement interne de ce parti, à son rapport avec les masses, au statut qu'il donne à la théorie dans son activité.

Cependant, à diverses reprises, il aborde cette question.

Par Jean LERMET

Tout d'abord, Althusser s'en prend au mot d'ordre adopté par le PCF pendant sa campagne électorale lorsque, voulant se présenter comme «Parti des pauvres», il a prétendu «faire payer les riches». Sa critique est double : d'une part, «la classe ouvrière (...) ne se reconnaît pas spontanément dans la «pauvreté» (...) : c'est une des conquêtes du mouvement ouvrier que d'avoir aidé les travailleurs à se penser non comme «pauvres», mais comme travailleurs productifs exploités». D'autre part, «Comment voulez-vous s'y retrouver dans cette improvisation, qui mettait soudain les

pauvres au premier plan sans définir la richesse ?

C'était faire peur pour rien aux salariés moyens, sans que les salariés les plus défavorisés se sentent vraiment concernés par cette initiative spectaculaire.

Cette dernière critique est reliée à l'incohérence de la position concernant «les riches», avec l'analyse selon laquelle «en face de la «poignée de monopolistes», il y a la France entière victime des monopoles. A part une petite clique (étendue plus tard à 600 000 «grands bourgeois»), tous les Français ont objectivement intérêt à la suppression des monopoles».

LA QUESTION DU «BUTOIR»

Partant de ces constatations, Althusser en vient à poser le problème du «butoir», entendez par là des limites de l'influence électorale du PCF, et il note à ce sujet : «La classe ouvrière n'a voté qu'à 33 % pour le parti, donnant 30 % de ses voix au PS, 20 % à la droite, le reste se réfugiant dans l'abstention et le rejet farouche de toute politique (tradition anarcho-syndicaliste en France)». Il note par ailleurs, à propos des rapports entre le PCF et les masses, «le réflexe de refus devant tout ce qui n'est pas contrôlé par l'appareil, devant les formes nouvelles qui peuvent inquiéter les certitudes et l'ordre établi».

Ensemble de remarques qui ont un incontestable son de vérité. Effectivement, il y a incohérence dans la politique suivie par le PCF, quand il prétend d'une part limiter la cible de son action aux seuls «monopoles», et d'autre part, beaucoup plus globalement, «faire payer les riches». Effectivement, le moins qu'on puisse dire est que le PCF n'appuie pas volontiers les initiatives des masses, et ne fonde pas sa ligne sur les idées révolutionnaires issues de leur pratique de la lutte des classes.

ment passif, d'enregistreur plus ou moins bon du mouvement de la réalité. Devant le mouvement des travailleurs, il prend des positions, il mène une ac-

tion qui, du fait de l'implantation qui est encore la sienne, ont des conséquences concrètes sur la réalité.

leurs, que le parti de Marchais, dans sa pratique, ne se conduit pas comme leur parti, et qui vient de conduire un des grévistes de Renault-Cléon, OS membre du PCF lui-même, et

membre responsable, à le quitter, ne serait-elle pas une raison essentielle de ce «butoir» dont Louis Althusser souligne l'existence dans la classe ouvrière elle-même ?

FACE AUX LUTTES DES TRAVAILLEURS

Ainsi, pour prendre la situation depuis la politique ultra-réactionnaire inaugurée par Barre lors de son accession au gouvernement, pourquoi ses plans d'austérité successifs n'ont-ils pas reçu la riposte nécessaire ? On pourra évoquer le retard de tel ou tel secteur de la classe ouvrière dans sa prise de conscience, les difficultés à réaliser l'unité de la classe, entre Français et Immigrés, entre OS et OP, etc...

Mais, lorsque, en 1975, la question décisive pour les travailleurs en lutte, notamment contre le chômage, apparaissait celle de la coordination entre les différentes entreprises, afin de créer un rapport de forces permettant de remporter des succès, qui s'y est opposé ? Justement, au premier chef, la direction de la CGT, notoirement entre les mains du PCF ; et, un an plus tard, le 7 octobre 1976, alors que des manifestations d'une ampleur sans précédent depuis mai 68, venaient de montrer la volonté de la classe ouvrière de faire échec au plan Barre, les directions CGT et CFDT épuisaient les travailleurs dans une série de journées d'action à répétition, sans aucune perspective. Il faut bien tenir compte du fait que la classe ouvrière,

dans ses luttes, s'appuie sur son organisation dans les syndicats. Et Séguy comme Maire visaient évidemment à ce que les élections municipales, puis législatives, puissent se dérouler dans la «paix sociale», de façon à ne pas effrayer l'électorat des couches moyennes.

L'attitude envers ses propres luttes n'est pas la seule expérience que la classe ouvrière ait faite du PCF. Cet automne, il y a eu l'engagement politique de la CGT derrière le PCF dans sa campagne contre le PS. Il y a aussi, quotidiennement l'expérience que les travailleurs habitant dans les municipalités PCF peuvent faire de la gestion par ce parti des affaires locales : ainsi, des dépenses somptuaires pour les nouvelles mairies, alors que de nombreux quartiers manquent de l'essentiel, comme à Vénissieux, des campagnes développées ici et là pour l'implantation de forces de police, et des dépenses effectuées dans ce but, des manœuvres multipliées contre toutes les formes d'expression, authentiquement populaires comme l'ASPAC de Vaulx-en-Velin, qui n'entrent pas dans le cadre strictement contrôlé par le parti de Marchais.

L'expérience, directement faite par les travail-

POUR QUEL PROJET ?

Reste la description que le PCF fait de la société française : pourquoi cet abandon de la dictature du prolétariat, dont Althusser rappelle au passage qu'il s'y était opposé ? Y-a-t-il là simple erreur d'un parti qui se serait mis à mépriser la théorie, à la réduire à la répétition desséchée de vieux dogmes, assortie d'une «remise à jour» sans principe ? Mettons les faits bout à bout : garanties multipliées aux cadres que les parcelles de pouvoir leur déléguent le capital seront conservées, et seront même étendues ; surdité à tout ce qui surgit de révolutionnaire dans la classe ouvrière, et plus largement, les masses po-

pulaires : projet d'extension considérable du capital : poli dans les moindres détails au cours de ces dernières années, avec à l'appui cette théorie du CME «produite sur ordres» comme le remarque Althusser, le projet du PCF apparaît pour ce qu'il est. Non pas pouvoir arraché par les travailleurs, qui l'assuraient eux-mêmes. Mais société où le parti-Etat, fusionné avec l'Etat lui-même, prolongerait le capitalisme actuel par un «nouveau» type de capitalisme, qui ne serait pas moins exploiteur parce qu'il serait plus bureaucratique encore.

LES ALLIES DU PROLETARIAT AUSSI

Les efforts multipliés à la hâte, dans la dernière période, pour repeindre ce projet aux couleurs de «l'autogestion» n'auront pas suffi à lever la méfiance de la classe ouvrière. Et plus largement, puisque chacun s'accordera que la question de l'alliance des classes, pour le prolétariat, doit être effectivement résolue, est-ce bien pour des objectifs étrangers à ceux de la classe ouvrière elle-même qu'il vaudrait la peine de tenter le ralliement des paysans, des petits employés, de gagner ceux des éléments des couches moyennes qui peuvent l'être ?

En vérité, l'impuissance du PCF, sur ce terrain-là aussi, est témoin de la nature de classe de sa politique. De fait, sur une série de terrains, comme le cadre de vie, la situation des femmes, les problèmes des régions, etc... des mouvements existent, dans lesquels la classe ouvrière peut aujourd'hui dégager une convergence avec son propre combat, avec ses aspirations révolutionnaires. La condition fondamentale n'en est-elle pas que la société socialiste qu'elle entend construire réponde effectivement aux contradictions développées par la société impérialiste

française ? Et, au premier chef, que la dictature du prolétariat signifie pour les larges masses de travailleurs n'appartenant pas à la classe ouvrière que, sous sa direction, elles participeront effectivement aux décisions qui pèsent sur leur propre vie, et qui sont aujourd'hui entre les mains des monstres froids soucieux du seul profit maximum ?

A cela, le substitut de démocratie proposé par le PCF n'a jamais apporté une réponse ; bien au contraire, c'est à juste titre que les écologistes regardent d'un mauvais œil ce parti défenseur à tout crin des projets d'EDF, que les régionalistes refusent de soumettre leur lutte à l'amélioration de la centralisation bureaucratique actuelle, que les femmes en mouvement n'entendent pas se soumettre à un programme où la spécificité de leur combat est malgré une révision du vocabulaire, pratiquement niée. Au centre de tout cela, la nature de classe du PCF que révèle son projet. Si la question des alliances est bien réelle pour la classe ouvrière, elle ne peut être posée sur ses pieds par un parti qui lui est devenu étranger.

A la fête des JC, une diffusion de livres d'Althusser.



● Ce mardi, le Parti dit des Forces nouvelles prétend tenir un meeting à Paris avec la participation des groupes analogues de plusieurs pays d'Europe. Même si, actuellement, les groupes d'extrême-droite ne représentent pas une force importante, il n'en est pas moins vrai que les exactions perpétrées par ces groupes viennent souvent prêter la main à la politique répressive de la bourgeoisie.

La tenue de ce meeting constitue une provocation pour les travailleurs. Il faut organiser la protestation pour en exiger l'interdiction.

Campagnes racistes et assassinats de travailleurs immigrés, toujours impunis, attaques de piquets de grève, attentats contre les locaux de syndicats, de partis de gauche, de librairies progressistes, la liste des exactions des groupes fascistes est longue. Leur fébrilité actuelle s'inscrit dans le cadre de la politique d'ensemble de la bourgeoisie aujourd'hui : refus des revendications, envoi systématique des CRS contre les travailleurs en grève.

Certes, des contradictions existent entre les fascistes et les partis de droite traditionnels. Ainsi le PFN est-il hostile à la politique giscardienne d'ouverture à gauche, ce qui le rapproche des positions de

Chirac ; le Front national, quant à lui, déclare se situer dans l'opposition et critique vertement la « faiblesse » du gouvernement. Les partis de droite, pour leur part, se soucient fort peu d'apparaître trop ouvertement comme liés à ces groupes qui, d'ailleurs, ne reflètent pas leurs choix tactiques actuels.

CONVERGENCES

Il n'en reste pas moins vrai qu'à l'occasion, des interpénétrations existent entre la droite et l'extrême-droite et que certaines exactions des fascistes viennent souvent à point nommé relayer une campagne de la majorité.

C'est ainsi que, par exemple, un membre in-

INTERDICTION DU MEETING FASCISTE !

fluent du Parti républicain comme Griotteray se trouve être en même temps principal actionnaire de la feuille d'extrême-droite *Minute*. On se souvient que des membres du PFN ont assuré la campagne électorale de Giscard en 1974, leurs faveurs actuelles allant plutôt du côté de Chirac. Ainsi, aux élections municipales de 1977, des membres du PFN se trouvaient sur la liste soutenue par le RPR à Nancy.

Dans de nombreuses affaires, les activités des

groupes fascistes sont venues prêter main forte à la bourgeoisie de droite. C'est ainsi qu'en 1973, lorsqu'à la suite de l'augmentation du prix du pétrole, la bourgeoisie déclencha une campagne raciste, les assassinats de travailleurs immigrés se multiplièrent. Au moment où la bourgeoisie, avec ses plans Barre successifs, accroît la répression contre les travailleurs en lutte, c'est l'assassinat de Pierre Maître par des hommes de main de la CFT (aujourd'hui CSL) ou les tentatives d'un Furnon et de ses « Français de bon sens » pour étouffer toute initiative d'organisation syndicale dans son entreprise. Au moment où la bourgeoisie multiplie les atteintes aux libertés, des groupes comme « Légitime défense » se constituent pour exiger le droit de tirer à vue.

Des convergences identiques se sont produites en Italie, où l'attentat fasciste de Milan, en 1969, a servi de prétexte au gouvernement pour déclencher une

vague d'arrestations contre les militants d'extrême-gauche. L'extrême-droite italienne ayant d'ailleurs des rapports étroits avec le gouvernement grec (à l'époque, le régime des colonels) et des bases arrière auprès de nervis français. De même en Espagne, l'attentat de la rue d'Atocha (assassinat d'avocats de gauche) par l'organisation Fuerza Nueva, celle-là même qui prétend venir parader à Paris, intervenait à point nommé pour enrayer le processus de libéralisation en Espagne.

UNE RIPOSTE NECESSAIRE

L'activité de ces groupes, clairement dirigée contre la classe ouvrière, doit recevoir une ferme riposte. Récemment à Blandy les Tours, près de Melun, la population s'est mobilisée contre une réunion que tenait un groupe de nazis et a obtenu son interdiction. En Allemagne, à Francfort, une mobilisation massive a permis d'empêcher la tenue d'un meeting du NPD.

Les révolutionnaires exigent la dissolution de ces bandes armées. Ils doivent se préparer à manifester pour exiger l'interdiction du meeting de mardi.

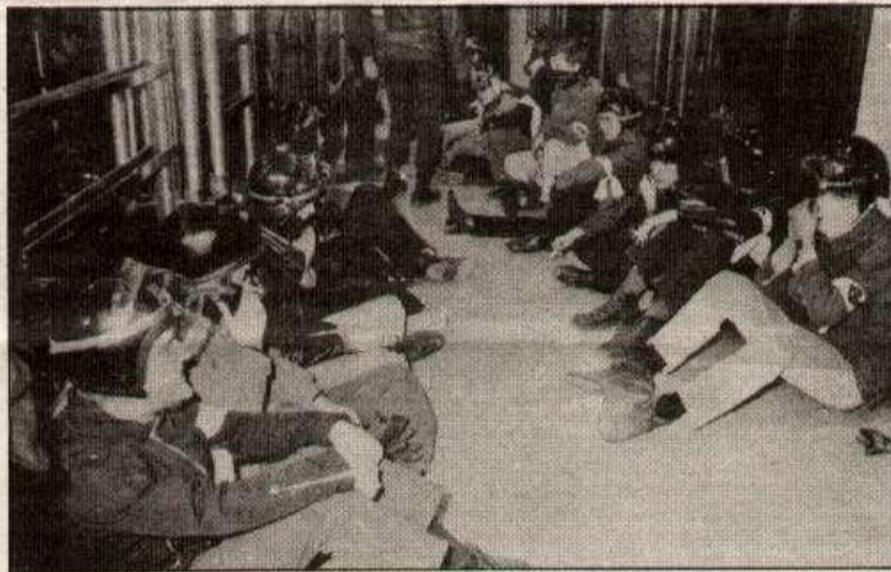
François NOLET

Communiqué

Le Collectif femmes de solidarité avec Heide proteste contre la tenue du meeting fasciste prévu le 27 juin et dénonce le pouvoir qui en autorise la tenue.

Nous, femmes, ne pouvons rester indifférentes à ce rassemblement. Torturer comme on a torturé Heide est un acte fasciste, et nous luttons pour que cela ne se reproduise jamais. Les organisations appelant à ce rassemblement veulent l'Eurodroite, c'est-à-dire l'Europe fasciste, l'Europe des polices, ce contre quoi nous luttons, l'institution d'un Etat des polices.

Nous refusons que se tienne la réunion de ceux qui cautionnent les dictatures militaires, la torture légalisée, pour tenter d'en instaurer l'équivalent ici. Ceux qui violent, mutilent, brûlent les sexes et les corps. Nous refusons que se tienne le meeting de ceux qui, tous les jours et partout, appellent à la discrimination raciale et sexiste. Nous exigeons l'interdiction de ce meeting.



Le 21 juin 1973, des membres du service d'ordre d'Ordre Nouveau à la Mutualité...

LE PS AUSSI A SA CONTESTATION

Le parti socialiste a aussi ses contestataires. Et voilà désormais que le débat est public. Les colonnes du *Monde* accueillent depuis quelques jours des « analyses » et des « questions » venant de la « majorité », de la « majorité de la majorité » de membres du CERES...

Si elle ne revêt pas le caractère spectaculaire qu'elle a pris chez son ancien allié, cette contestation au sein du PS n'en est pas moins extrêmement révélatrice de l'embarras où se trouvent les organisations de gauche après la gifle magistrale des élections. Bien sûr, il y a les règlements de comptes. Mais ils se développent à la faveur du désarroi créé par l'absence de perspective et du vide poli-

tique, dont chacun essaie de tirer parti.

Dans le cas du CERES, la perplexité est bien plus grande encore, dans la mesure où l'échec de l'Union de la gauche a consacré l'échec de sa propre stratégie, puisqu'il n'avait d'autre raison d'être que de jouer, à l'intérieur du parti socialiste, le rôle de rabatteur pour le compte du PCF. Or, en dépit des affirmations péremptoires de Chevènement déclarant au soir même des législatives que la « seule solution, c'était le programme commun », cela n'évite pas au CERES de durs problèmes de reconversion !

La « majorité » dite jusqu'ici « mitterrandiste » est en train de montrer ouver-

tement ses lézardes. Le premier secrétaire est contesté jusque parmi ses « proches ». Trente d'entre eux ont signé une déclaration visant à réaffirmer l'ancrage du parti socialiste à gauche. Il s'agissait d'une manœuvre double. D'une part fermer la bouche à ceux qui, dans le PS, s'inquiétaient d'un rapprochement possible avec la majorité gouvernementale ; d'autre part, jouer un mauvais tour à Rocard, dont les sympathies droitières ne sont plus un mystère pour personne. Or, en dépit du ralliement d'un certain nombre de personnalités secondaires comme Jean Popere, ce texte n'a pas reçu d'adhésion suffisante pour redonner une appa-

rence de cohésion à une « majorité » qui fait eau de toutes parts.

La lutte pour la succession qui se livre âprement entre les différents leaders, Mitterrand, Mauroy et Rocard en tête, rejait donc naturellement sur le CERES, qui n'a plus grand-chose à proposer aujourd'hui et tente désespérément de se fabriquer une nouvelle identité. Face à la montée du courant « rocardien », certains envisageraient un rapprochement avec les amis de Mitterrand. D'autres au contraire seraient plutôt favorables à une alliance avec la tendance Rocard, qui permettrait de se débarrasser du vieux courant SFIO et des mitterrandistes...

tempête qui secoue aujourd'hui le PS. Les animateurs du CERES, Chevènement et Motchane surtout, se sont vus attaqués sur « leur absence de proposition », sur leur conception de la « rupture avec le capitalisme », et sur le fait qu'ils donnent l'impression « de ne plus se définir que négativement dans le parti par rapport à un seul pôle : Michel Rocard ». C'est principalement le nouveau député des Vosges, Christian Pieret, qui a mené l'offensive. Le CERES, qui doit tenir un nouveau colloque en décembre, est également divisé quant à l'opportunité d'un nouvel accord — tactique — avec les mitterrandistes contre les rocardiens.

Bien rares sont ceux qui pensent que le CERES peut encore jouer à lui tout seul un rôle moteur : les lendemains du 19 mars ont vu un départ massif d'adhérents qui étaient venus dans l'idée de faire triompher une Union de la gauche où le PCF, comme le PS, se seraient profondément transformés. Beaucoup de ceux-là ont déserté une formation qui, à leurs yeux, avait loupé son « rôle historique ».

Aujourd'hui, pour le CERES, la grande question c'est de trouver une alliance qui lui permette de survivre.

« Dégradation politique et théorique », déclare Hugues Porelli, rédacteur de la revue théorique *Repères*, faisant son diagnostic

sur l'état actuel du CERES. « Perte d'originalité » qui appelle un ralliement rapide à Michel Rocard.

« Proposition délirante », qui témoigne d'une « ignorance complète de la réalité des forces politiques qui constituent le PS » riposte rageusement Didier Motchane, l'un des chefs « historiques » de cette tendance en difficulté, qui s'efforce de rappeler que choisir ses alliances, c'est avant tout mettre en œuvre une ligne politique.

Ligne politique sur laquelle le CERES a bien du mal à se mettre d'accord aujourd'hui, le « colloque » de ce week-end ne pouvant en aucun cas régler le problème.

Suzanne VALLEE

Le week-end de Chirac

Le ton se durcit à nouveau

Chirac se démène beaucoup, et il a été incontestablement le politicien le plus prolixe du week-end en déclarations. Entre une interview à l'*Est républicain* et un passage au club de la presse d'Europe 1, Chirac était dimanche à Nancy, première étape d'un nouveau tour de France. Croisade qu'il entame pour galvaniser ses militants.

La démagogie, Chirac connaît. Il l'a prouvé à Nancy, devant quelques milliers de personnes, en versant des larmes de crocodile sur la disparition de Boussac et ses dramatiques conséquences pour les travailleurs. En l'occurrence, cette démagogie poursuit des buts précis : d'abord donner une image « sociale » à son parti réactionnaire, mais aussi ne pas manquer une occasion de s'en prendre à l'*«allié»* giscardien. Pour Chirac, le RPR « n'a plus aucune part du pouvoir », et il a le sentiment « d'être traité en

adversaire privilégié du pouvoir ». Partant de ces considérations, Chirac ne se gêne pas pour attaquer de manière privilégiée le gouvernement et sa politique. Sur la politique économique : « Ce n'est pas la relance qui est inflationniste. J'affirme que ce qui est aujourd'hui le plus inflationniste, c'est le chômage ». Sur l'élimination des canards boiteux ? Chirac « tenterait de sauver l'industrie textile ». Sur la politique étrangère ? Il répète ses mises en garde au gouvernement, notamment à propos de l'intervention française en Afrique : « On dit : l'Afrique est en voie de déstabilisation par l'initiative soviétique. Je réponds : Voir ! Ce n'est pas absolument évident ».

Au total, Chirac a élevé la voix ce week-end. Sans pour autant cesser de garder deux fers au feu. « Je suis résolument dans la majorité », a-t-il dit après n'avoir pas cessé d'attaquer le gouvernement...

Elections partielles : poussée de la droite

Le PS a perdu la municipalité d'Aix-en-Provence, qu'il détenait depuis 11 ans. Le deuxième tour des élections municipales, qui se déroulait dimanche, a en effet donné les résultats suivants : inscrits 63 218. Exprimés 39 769. Liste de droite 20 829, liste PS-MRG : 18 940. Au premier tour, la liste de la majorité avait obtenu 17 060 voix, celle du PS 12 131, et celle du PCF 5 336. L'apport des voix du PCF n'a donc pas suffi.

La poussée de la majorité est également sensible à Flers, dans l'Orne, où la droite emporte 13 sièges contre 1 seul à la gauche, et à Briançon, où à l'issue du deuxième tour, c'est l'ensemble de la liste de droite qui se trouve élue. Par contre, au Creusot, la gauche confirme comme prévu ses résultats de mars 77 et l'emporte largement.

L'*Humanité* voit dans l'échec d'Aix et dans la victoire du Creusot une double leçon : « la volonté d'union parmi les travailleurs s'est manifestée avec netteté là où l'accord s'est réalisé sur des bases claires et solides. La politique du double langage pratiquée par le PS est de plus en plus dommageable à toute la gauche ».

La « Journée de l'Arbre » on plante un peu, on arrache beaucoup

Samedi avait lieu une nouvelle « journée de l'Arbre ». Cette opération publicitaire gouvernementale s'est déroulée plus discrètement que l'an dernier, où les enfants des écoles avaient été invités à planter des arbres, malgré la date peu propice !

Au niveau national, les syndicats CGT et CFDT ont dénoncé cette « opération-gadget » et ont proposé de la transformer en journée d'action. C'est ainsi qu'en Alsace, des associations écologistes et les syndicats de l'Office National des Forêts ont choisi le chantier de l'autoroute A 36, entre Mulhouse et Chalampé, pour dénoncer la réalité de la politique gouvernementale en matière de destruction des forêts. La forêt de la Harth près de Mulhouse est particulièrement touchée. Les manifestants soulignaient que « si l'on a planté l'année dernière quelque 200 arbres dans le cadre de la journée de l'arbre, on aura déboisé 300 hectares pour permettre l'extension des usines Peugeot ».

En 30 ans, c'est 8 000 hectares de forêts qui ont été détruits en Alsace.

Grève des communaux à Nanterre

LA MUNICIPALITÉ PCF DURCIT LE TON

Alors que les ouvriers communaux de Nanterre sont en grève depuis le 7 juin, il aura fallu attendre le 22 juin pour que l'hebdomadaire local du PCF *L'Eveil* se décide à en parler. A chacun sa conception de la démocratie. En quels termes en parle-t-il ? En noyant le poisson dans la journée d'action du 20 juin. Les revendications des grévistes ? Pas un mot. Les obstacles à la satisfaction de cette revendication, c'est-à-dire l'attitude du bureau Municipal PCF : rien.

Mais est-ce qu'à *L'Eveil*, ce prétendu journal d'information locale, on serait mal informé ? Certainement pas, d'autant que le directeur de ce journal se trouve être justement le maire, Monsieur Saudmont dont le bureau avait d'ail-

leurs été occupé par les communaux CGT, il y a un mois.

De nombreux militants du PCF et des travailleurs s'interrogent aujourd'hui.

Beaucoup disent du maire qu'il se conduit comme un véritable patron et, ironiquement, disent qu'*«il préfère organiser des réceptions de prestige où le champagne coule à flots que de satisfaire les revendications des ouvriers communaux»*.

Dans la CGT-Nanterre, de nombreuses sections syndicales prennent position en soutien à la revendication des ouvriers communaux, relative au passage des P 2 6ème échelon à maître-ouvrier. Une lettre de protestation a été adressée à *L'Humanité*, face au silence que garde ce journal.

Mais pour M. Marchais, il s'agira peut-être encore d'une poignée d'oppositionalistes manipulés ? Les ouvriers communaux savent se faire entendre et imposer leurs revendications.

L'AVIS DE LA MUNICIPALITÉ

La municipalité s'est décidée à faire part à la population de la grève des communaux. Pour elle, le syndicat CGT des communaux a fait « une interprétation abusive d'un nouvel arrêté ministériel ». Pour la municipalité, le texte ne prévoit pas de reclassement mais « il s'agit d'une étape sur la voie du reclassement ».

L'arrêté ministériel prévoit la possibilité de reclassement mais n'en fait pas

obligation aux municipalités. Les travailleurs communaux exigent que l'arrêté soit appliqué dans les meilleures conditions pour eux. La municipalité prétend faire des distinctions en tenant compte de « la qualification professionnelle et la manière de servir la population ». Elle déclare s'étonner d'*«une telle intransigeance face à une municipalité à direction communiste, avec toutes les interprétations politiques qui peuvent naître de ce problème, qu'on le veuille ou non.»*

Enfin, sans rire, elle appelle à « organiser l'action commune du personnel communal, de la population et de ses élus contre la politique gouvernementale ».

Corr. Nanterre
22 juin

REMOUS DANS LE PCF

A Tonnerre...

Que se passe-t-il donc dans le PCF ?

Alors qu'à la veille des législatives, le PC se précipitait sur « tout ce qui bougeait dans les boîtes » pour expliquer qu'il fallait « voter communiste au 1^{er} tour », lorsque les ouvriers de Charron ont fait grève une semaine en mars, pas un tract, pas une affiche de ce parti n'a été édité. Quel changement !

Avant les législatives, le parti révisionniste organisait 7 cellules sur Tonnerre et ses villages voisins, regroupant environ 80 adhérents dont 50 participaient régulièrement aux réunions parmi ces 50, on pouvait compter 5 à 10 « militants » influents très connus des masses. Maintenant, la réalité est différente, comme en témoigne une militante du parti révisionniste : « Depuis 3 mois, seules deux cellules se sont

réunies presque normalement, les 5 autres une fois ou 1/2 fois depuis avril ! ».

— Alors, il y a de gros problèmes au sein des cellules ?

— La militante du PC : « Non, c'est normal, au centre ville, ce sont les vieux, alors... Aux HLM, ce sont des jeunes et les vacances approchent. On va voir en septembre. Je crois que les collages et les tracts nous ont fatigués. Au bureau de section, on a dit que c'était normal, enfin qu'on n'en savait pas plus ».

Quant au rapport de G. Marchais au CC, cette militante n'a pas peur de dire « que la section est unanime derrière le CC ». C'est sur la base de ce genre de démocratie que la direction départementale a rédigé un éditorial dans le journal local, affirmant que « les communistes de l'Yonne ont confiance (...)

que dans le premier parti du département... le débat révèle l'accord de la grande majorité des adhérents avec la politique du parti, l'activité de la direction, ses principes de fonction-

nement. » A. Tonnerre, 15 adhérents parlent au nom d'une section de 80 membres pour dire qu'ils sont unanimement d'accord avec le CC : Quelle caricature de la démocratie !

... et dans les Bouches-du-Rhône

Au cours de la fête populaire organisée par *Le Quotidien du Peuple* et *L'Humanité rouge*, au parc de Valabre, s'est tenu un forum-débat avec les militants du PCF. Beaucoup se sont contentés d'écouter, venus surtout pour mieux connaître les questions proposées au débat. Mais après une introduction faite par un militant révolutionnaire de la CFEM (Fos), expliquant pourquoi le débat au sein du PCF intéresse les travailleurs, plusieurs interventions ont montré comment, à force de faire pourrir les luttes dans l'attente de la victoire de mars 78, le PCF a provoqué de graves échecs pour les travailleurs : « Avec cette perspective là, précise un travailleur de la CFEM, plusieurs dizaines de camarades, dont moi-même, ont été licenciés. La municipalité PCF de Port Saint-Louis du Rhône est intervenue pour éviter que ne se déclenche une lutte unie ; elle a notamment proposé des solutions d'embauche à quelques membres du PCF. Résultat : notre entreprise risque d'être liquidée ! Cela a provoqué de nombreux débats avec les militants PCF de l'usine, faisant partie de la « première charrette ».

A une militante du PCF qui demande : « Pourquoi accusez-vous notre parti de ne pas appliquer le centralisme démocratique ? », un camarade révèle le comment c'est avec cette conception dévoyée du centralisme démocratique, que Guy Hermier, membre du BP du PCF, « convoque un à un chaque signataire en faisant pression sur eux pour qu'ils retirent leur signature ».

Le débat porte ensuite sur le respect du « débat interne : Est-ce s'ingérer dans les affaires intérieures d'un parti que de vouloir débattre de la société que nous voulons ? » interroge un militant. Le débat porte alors sur l'URSS, désavouée par la totalité des personnes présentes, et sur le projet du PCF, projet bourgeois. La nécessité s'est fait sentir, de continuer ce débat pour montrer à tous que le PCF ne peut changer de politique en enlevant les « dirigeants renégats », que c'est la question même de son projet de société, le capitalisme d'État, qui est en cause, et qu'il faut engager dans la construction d'un parti de type nouveau.

(D'après notre correspondant)

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225
75 924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Après l'intervention policière de mercredi

RADIO VILLIERS ÉMET DE NOUVEAU

● La fête de la Saint-Jean a connu une affluence et une dimension particulières samedi à Villiers-le-Bac. C'est dans ce village de l'Essonne en effet qu'une intervention policière, mercredi contre Radio-Village, a été mise en échec par la population (cf. QdP de Samedi).

Plusieurs centaines de participants à la fête ont pu entendre une émission spéciale de cette radio libre (un nouvel émetteur a été refait depuis la mise sous scellés de l'ancien) consacrée à la retransmission intégrale des événements de mercredi. Tout a été en effet enregistré sur le vif.

L'histoire de la création de la radio libre de Villiers est étroitement liée aux changements survenus dans la population ces trois dernières années et à la pratique de gestion communale nouvelle qu'elle a entraînée. En 1975, le village comptait 240 habitants, dont beaucoup d'ouvriers agricoles travaillant chez des maraîchers. En 76, elle est passée d'un coup à 720, après la construction d'un ensemble de pavillons HLM, en accession à la propriété, qui a vu l'installation d'une nouvelle population où, à côté d'ouvriers, pré-

dominent techniciens et cadres moyens. Une association des habitants de Villiers s'est alors créée, regroupant une partie importante des habitants. Cette association a demandé, aux dernières élections municipales, que la nouvelle municipalité s'engage à prendre toutes les décisions importantes paritairemment avec l'Association.

C'est ce qui s'est fait depuis, qu'il s'agisse du POS ou de l'élaboration du budget. Peu à peu, l'idée est née de faire une radio libre : constatant la difficulté d'informer par tracts,

une certaine coupure entre l'ancien et le nouveau village et l'existence de ces «bruits qui courent» sur la foi (ou la mauvaise foi) de certains, quelques personnes de l'Association ont proposé à la municipalité de faire une radio émettant sur Villiers seulement. Le but principal étant que tous prennent en mains les affaires de la commune.

Accord de la municipalité qui décide de prendre en son nom la responsabilité de cette radio. Est-ce à dire que la municipalité trace elle-même les limites du contenu des émissions ? «Non, répond M. David, maire de la commune, le contenu est entièrement libre, peut aborder tous les sujets, étant entendu que, si quelqu'un s'estime concerné, il a un droit de réponse. Ce n'est pas une radio au service de la propagande du conseil municipal». Jusqu'ici, plusieurs émissions ont été réalisées, touchant directement les problèmes du

village, souvent sur la base d'interviews.

Grève des parents pour protester contre la mutation d'une institutrice, activités du centre aéré, dont les animateurs sont partie prenante de la radio, etc... La radio a suscité beaucoup d'initiatives et les propositions se multiplient. Les émissions (une cassette le samedi soir reproduite tous les autres soirs à 19 heures) sont très suivies, ce qui explique la large mobilisation de mercredi.

Le souci pour quelques uns des animateurs est maintenant d'éviter que la radio soit considérée comme une radio «comme les autres», c'est-à-dire une source d'information seulement, alors qu'il s'agit aussi et surtout, à travers elle, de transformer les rapports entre les habitants, de permettre que la vie locale soit largement prise en mains par tous.

Claude ANCHER

PAS DE MARIAGE FORCÉ POUR NAÏMA

Naïma, une fillette de 14 ans, marocaine. Il y a huit jours, elle apprend par sa mère et son frère que sa famille a décidé de la marier avec un voisin, âgé de 22 ans.

Naïma et ses parents habitent Nantes, et plus précisément rue du Drac. Une rue pas tout à fait comme les autres ; ses habitants, français et immigrés, hommes et femmes, y ont noué des rapports chaleureux, par des activités communes : un coin de jardin cultivé ensemble avec des paysans-travailleurs, un bateau construit par les hommes, un voyage à Paris organisé par et pour les femmes, des luttes aussi menées collectivement contre les loyers ou pour des espaces verts. Tout ne va pas sans heurts, bien sûr, sans problèmes. L'histoire de Naïma en est un exemple. Elle survient justement au moment où les femmes du quartier s'organisent avec SOS Femmes battues.

Ces femmes, puis des profs du CES, et beaucoup

de jeunes décident de faire quelque chose. Sur le CES, une pétition recueille 140 signatures sur 700 élèves. Discussions avec la famille de Naïma, sans résultat. Saisie, la justice retire Naïma à sa famille, la place dans un foyer. Le mariage forcé ne se fera pas.

Pour les habitants de la rue du Drac qui ont pour habitude de résoudre entre eux les problèmes quoti-

diens, l'affaire en serait restée là. Mais la presse, —Le Figaro, puis France-Soir— et la radio s'en mêlent, transforment tout en faits divers à gros titres, en rajoutent d'autant plus qu'il s'agit d'immigrés : «Vendue par ses parents, frappée à coups de marteau parce qu'elle refusait». A l'inverse de la démarche des habitants de la rue du Drac, ces organes de presse s'efforcent de susciter, sans le dire

ouvertement, le racisme. 140 jeunes qui, par leur action, sauvent Naïma du mariage forcé, c'était une belle réponse, ferme mais sans haine, à des pratiques du temps jadis. Entre les mains d'une certaine presse, c'est devenu un fait divers sordide, attisant des passions racistes. Cela, les habitants de la rue du Drac, de la «République du Drac», comme l'a dit l'un d'eux, ne l'acceptent pas.

Il avait forcé le piquet de grève

PROCES D'UN «PATRON DE CHOC»

Mis en détention préventive par le juge de Charette en janvier 1978, Roland Angot, ancien PDG des usines Benoto, est passé devant le tribunal de Béthune vendredi.

Cinq hommes de main, appartenant à une société de gardiennage, la Shotokan, étaient eux aussi dans le box des accusés.

En mars 1977, alors qu'un piquet de grève défendait l'accès à l'usine occupée, au petit matin un commando d'une vingtaine de nervis dirigés par Angot, armés de matraques et de gourdin, avait grièvement blessé quatre grévistes et en avait séquestré d'autres. D'où l'inculpation prononcée par le juge de Charette de «coups et blessures avec préméditation, violences diverses, arrestation et détention arbitraires».

Depuis, l'usine a été mise en liquidation et son PDG a été inculpé de

«banqueroute simple», «abus de confiance», «abus de biens sociaux».

Au cours de l'instruction, une perquisition au siège de la Shotokan à Romainville, permettait de découvrir des pistolets automatiques, des revolvers et autres carabines. En guise d'explications, Angot déclarait avoir recouru aux services de la Shotokan «parce que le préfet lui avait laissé entendre qu'il n'aurait pas l'appui de la force publique en raison de la proximité des élections municipales». Il bénéficia en tout cas de l'appui d'un certain Djoubert, ancien commissaire divisionnaire, ancien garde du corps de de Gaulle, et responsable actuel de la sécurité à l'Assemblée nationale. L'appui également d'Alphonse Bernard, responsable départemental de FO qui participa lui aussi à l'attaque du piquet de grève.

Bien sûr, Angot et les autres inculpés, parmi lesquels le sous-gérant de la Shotokan, ont nié avoir

joué le moindre rôle de responsabilité dans l'affaire. Le procureur semble n'avoir pas été sensible à

leurs dénégations : il a demandé six mois ferme pour Angot et cinq pour le responsable de la Shotokan.

Angot, l'ancien PDG des usines Benoto au tribunal de Béthune.



VIGILES CONTRE VACATAIRES

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les vigiles de la faculté de Jussieu ont expulsé les enseignants vacataires qui faisaient la grève de la faim pour protester contre les mesures de licenciements dont ils sont l'objet. Ils ont néanmoins repris leur mouvement vendredi dans les locaux de la Faculté.

Belgique : fuite dans une centrale nucléaire

Les Amis de la Terre de Belgique ont révélé samedi qu'une fuite s'était produite dans une centrale nucléaire à Tihange. Cette fuite, intervenue au niveau de la pressurisation du circuit primaire, n'a pu être colmatée. Selon les Amis de la Terre, les ouvriers chargés de la réparation ont été fortement commotionnés. L'arrivée de spécialistes français n'a pas davantage résolu le problème.

Il est à noter que la semaine dernière, en Allemagne fédérale, la rupture d'une conduite avait provoqué l'évasion dans l'atmosphère de plusieurs tonnes de vapeur radioactive. Selon la commission ad hoc du Bundestag, cette fuite aurait pu avoir «des conséquences catastrophiques.»

Une fois de plus, l'accident survenu en Belgique pose le problème des graves dangers que font courir les centrales nucléaires sur la sécurité de la population. Dans le cas de l'accident survenu en Allemagne, le type de centrale (BWR) n'est plus construit en France. Par contre, la centrale belge est du même type que celles qui sont en service actuellement. Quand on voit que l'arrivée de techniciens français a été impuissante à colmater la fuite, on mesure mieux l'irresponsabilité criminelle de la bourgeoisie, qui n'a pas cessé, ces dernières années, de qualifier de partisans de l'âge des cavernes ceux qui s'opposaient à la construction des centrales nucléaires.

Les deux incidents les plus récents n'ont pas eu de conséquences sur la population pour l'instant. Qu'en sera-t-il la prochaine fois ?

Violences racistes à Strasbourg

Vendredi, à Strasbourg, des colporteurs africains, qui s'abritaient de la pluie sous une remorque d'une caravane d'Europe 1, ont été violemment pris à partie par des techniciens de cette station. Les agresseurs utilisaient des barres de fer et des extincteurs. Deux gardiens de la paix présents sur les lieux ne sont pas intervenus.

Au moment où la police est arrivée sur les lieux, on relevait plusieurs blessés, dont certains dans un état sérieux. Comme on pouvait s'y attendre, la police s'est surtout acharnée contre les Africains.

Le MRAP a dû intervenir pour que la police consente à recueillir les témoignages. On attend avec intérêt la suite de cette affaire. On peut douter de l'empressement de la justice à s'occuper du cas des agresseurs racistes.

LUTTES OUVRIERES

Cofinoga Bordeaux

La direction ne donne que des miettes, les employés n'en veulent pas

Depuis le 12 juin, les femmes de Cofinoga sont en grève totale pour imposer une juste application de la convention des établissements financiers, une révision des classifications et le maintien de la prime de congés (900 F). Cette riposte énergique porta ses premiers fruits quand la direction proposa de payer 50 % de la prime de vacances. C'était pour elle céder sur le principe de la prime de congés, qu'elle voulait auparavant supprimer. Mais comme disaient les employés, «si la direction peut lâcher 450 F, elle peut aussi en lâcher 900 !». Deux bonnes raisons pour ne pas s'arrêter en chemin, et pour imposer que toutes les revendications soient satisfaites.

Si la direction croyait faire céder les grévistes par ces miettes, les cris de révolte et d'indignation qu'elle reçut comme réponse ont bien étouffé ses espoirs : une deuxième étape s'ouvre donc pour les grévistes de Cofinoga, où rien ne devrait être négligé pour mener la lutte à son terme. La direction ne veut rien céder, et attend le pourrissement du conflit ; aussi la réflexion des grévistes porte-t-elle sur les mesures à prendre pour que la mobilisation reste intacte dans les jours à venir, mais aussi pour entreprendre une pression plus efficace sur la direction. A cet effet, la po-

pularisation est organisée à la porte de l'établissement, et dans les grandes surfaces et les Banques. De même un tract est prévu pour informer les non-grévistes et les convaincre d'arrêter le travail. Mais cela est-il suffisant ? La semaine de grève passée a mis en évidence que les moyens pris en mains n'avaient pas fait changer d'avis les non-grévistes et que grâce à la quarantaine de ceux-ci, les opérations les plus urgentes pouvaient être effectuées. Or cela diminue grandement l'efficacité même de la grève et donne des atouts à la direction, pour faire traîner un peu plus longtemps et donc jouer sur la résistance des grévistes, tout comme cela entretient une situation de division chez les employés, très favorable au pourrissement de la grève. Ces problèmes ont été soulevés lors des AG et des discussions, par des employées qui demandaient le durcissement de la grève. Cela pose bien sûr la question de l'organisation d'un piquet de grève, d'une plus grande fermeté vis-à-vis des non-grévistes. Mais l'enjeu de grève de trouve-là. Actuellement, le débat reste ouvert sur ce sujet, comme sur tous les autres. Mais la détermination est grande pour continuer la lutte jusqu'à la victoire.

Corres. Bordeaux

Warin (Nantes)

Les grévistes ont gagné

Les grévistes de Warin ont repris le travail après un succès. Ces femmes en lutte depuis deux mois ont obtenu le franc d'augmentation qu'elles demandaient, la possibilité de récupérer les ponts, le paiement de 4 jours de vacances pendant la période des grèves et l'absence totale de sanctions pour fait de grève. En outre une discussion sera ouverte en octobre sur les primes de fin d'année.

A la neuvième semaine de grève la solidarité avait été renforcée par la tenue d'un gala de solidarité. «300 personnes ont répondu à notre appel, disent les grévistes, des habitants d'HLM de Malakoff, d'autres quartiers et de nombreux travailleurs des usines de Nantes. Quelle soirée avons nous passée !

Après avoir exposé notre lutte, troupe de théâtre et chanteur comique ont contribué à créer une ambiance chaleureuse. La préparation a permis de multiplier les contacts entre travailleurs d'autres boîtes et renforcé la solidarité dans la lutte face au patron. Alors qu'apparavant «nous étions assises devant l'usine tous les jours, sans expérience ne sachant que faire devant l'intransigeance patronale et avec peu de possibilité d'intervenir pour arrêter la production. La solidarité marquée par la réussite du gala de solidarité a été déterminante dans le succès de la grève.»

D'après
une correspondance
de 14 grévistes
de Warin

Boussac (Vosges)



Les ouvriers vosgiens bloquant vendredi la Route Nationale 57, entre Nancy et Épinal.

«ON NE DEMANDE PAS LE PÉROU, ON VEUT VIVRE DANS LES VOSGES»

● Discussion devant la préfecture, jeudi 22, 16 h., avec les travailleurs qui ont occupé le pavé de la ville durant deux heures. Ils attendent le retour de la délégation qui rencontre le préfet Prioux. Nous savons que cette entrevue n'a rien donné, et que les travailleurs ont forcé les grilles du Crédit

Un délégué CGT d'Igney, membre du Comité central d'entreprise : «On nous a rassurés. Aujourd'hui, c'est le noir complet. Hier soir, on a été avertis qu'on ne veut plus nous payer. Nous, nous avons mobilisé. Nous sommes organisés pour occuper nos usines.»

Un jeune femme, syndiquée CGT de Thion les Vosges : «Les jeunes vont se battre. C'est dégueulasse d'avoir licencié les femmes en premier. C'était pour nous diviser. Nous, on riposte par l'unité.»

Un jeune ouvrier, marié, père de famille : «Il faut occuper dès demain. Si ça ne suffit pas, on casse tout.»

Un OS délégué CFTD à Thion, dit «d'Artagnan» : «La lutte a renforcé l'unité syndicale. Ça fait des années qu'on est dans ce bourbier. Maintenant, on est prêt à se battre par tous les moyens, partout, à Paris s'il le faut... Jamais ils ne déménageront les machines. Plutôt crever dans les boîtes.» Applaudissement des travailleurs autour de lui : «Les patrons ne pensent qu'à nous exploiter. Tu te rends compte, les salaires de misère... Il y a des femmes qui ne touchent que 1 300 F. La bataille des Vosges ? Nous la gagnons ! Le 26 mai, on était 15 000. Ce n'est qu'un avertissement. S'ils veulent la bagarre, ils l'auront !»

Un autre ouvrier : «Il y en a marre de leurs parolottes à nous endormir. On nous prend pour des ânes.» Un autre : «Mais non, on nous appelle des canards boiteux. Tu parles, le boulot de 6, on le fait à 4, pour un salaire net de 1 800 F. Et on crève, avec les compteurs au rende-

ment. On en a ras-le-bol.»

Une jeune femme : «Je fais le même travail qu'un homme, en montrant ses mains entaillées, mais je ne touche pas la même paie. C'est dégueulasse.»

Un délégué qui tente de «calmer les esprits», à «d'Artagnan», celui-ci répond : «Mais enfin, c'est vrai que Giscard-Barre nous racontent des salades, c'est vrai que nos élus, on ne les voit pas. Ils ne sont jamais là quand il faut. A quoi ils servent ! Pour nous, ils ne font rien. On peut s'en passer.»

Le délégué : «C'est vrai que depuis quelques temps, on s'attendait à un coup fourré. Depuis quelques semaines, on ne nous disait plus rien... Ils veulent nous liquider, ils n'y arrivent pas. On ne peut pas avoir confiance en des gars comme Séguin (député RPR). Il a promis de démissionner, il ne l'a jamais fait. Pour nous, il faut que les Banques et le gouvernement crachent le pognon. Notre position est ferme : nous sommes contre tout licenciement, pour le maintien de toutes les usines du textile en France.»

Un travailleur de Thion les Vosges : «Tout ça, c'est de la faute du gouvernement. Il est pourri, il faut le foutre en l'air.»

D'Artagnan : «Tu te rends compte, il y en a qui font 32, d'autres 24, d'autres 22 heures de travail : tout pour nous diviser. On va se contacter, tous les ouvriers du groupe, pour que tout le monde se sente concerné.»

Un autre syndicaliste : «Demain, les syndicats vont se réunir, et on va prendre des décisions très, très dures. On ne peut pas attendre l'échéance des vacances, sinon

Lyonnais.

Aussitôt connue, la nouvelle du non-paiement des salaires, la colère telle une trainée de poudre, s'est répandue. Ceux des Grands Sables, Igney, Nomexy, Thion, Vincey, ont convergé vers la préfecture.

ils vont en profiter. Il y a des copains qui avaient projeté de partir en vacances, ils n'y vont pas. La situation est trop grave. On est dans l'angoisse. Les vacances ? C'est l'occupation des usines.»

Marcel, vieux travailleur depuis 32 ans chez Boussac : «On cherche à rouler l'ouvrier. On nous promet monts et merveilles et total pas de résultat. Il faut être logique. Pour l'ouvrier, il faut un emploi, et aussi un salaire potable. On ne demande pas le Pérou, on veut vivre dans les Vosges. Vous savez, j'ai 32 ans de boîte. Au début, c'était dur à Boussac. Puis ce fut la modernisation. Résultat, le travail était encore plus pénible. On croyait qu'avec de nouvelles machines, ce serait plus facile. C'est une erreur. On aurait pu avoir plus de temps de repos, on a tout fait pour nous le voler. Et puis, ce qui nous révolte, c'est qu'il y a des gens qui vivent avec six millions par mois. Et nous, on a que 1 600 F nets. Même le plus gentil est obligé de se révolter.»

Au niveau de l'action, qu'est-ce que vous envisagez ?

«Il n'y a qu'à dire un mot et c'est parti. Si on ne nous paie pas ? On bloque les routes. Les banques ont beau avoir des grilles, ça ne suffira pas. La Préfecture, on peut l'envahir.»

Une jeune femme : «Le 26 mai, quand on était 15 000, on aurait pu le faire, on a été trop gentils. Dans la presse, ils n'en ont presque pas parlé.»

Marcel : «Si, ils ont dit... Les bons Vosgiens, les bonnes poires... Les paysans aussi, ils n'ont pas l'air, mais quand ils se révoltent...»

Un jeune travailleur :

«La solution, c'est de tout casser.»

Un autre : «Mais c'est nous qui paierons.»

«Il n'y a que comme ça qu'on peut se faire comprendre. Il y a des limites, on va se fâcher.»

Marcel : «D'ailleurs en 36, ça a pété. A Lille, il y a eu des morts.»

La jeune femme : «C'est dans le sens de l'unité et de la solidarité qu'il faut aller. Les vieux sont dans la lutte. Même les retraités qui pouvaient à peine marcher ont manifesté avec nous. Leur présence nous a encouragés.»

Jojo, un travailleur : «Les commerçants aussi sont avec nous.»

La jeune femme : «Il faut voir pourquoi. S'ils ont fermé, c'est parce que certains avaient la trouille. Les petits sont conscients que sans les ouvriers, ils ne peuvent plus vivre.»

Un petit vieux : «A Paris, on a été reçus comme des malpropres. Moi qui suis un ancien résistant, faire les rues de Paris escorté par la police, c'est une honte.»

Le député du Parti socialiste d'Épinal parle de sauver le patrimoine immobilier de Boussac. Qu'en penses-tu, Jojo ?

Jojo : «C'est du bluff. Si un groupe immobilier rachète, combien on va payer le loyer ? Les usines fermées, qui va habiter encore ? On n'est pas d'accord. Ça, c'est le démantèlement.»

Mais alors, cette reconversion des Vosges, vous y croyez ?

Jojo : «Nous, on veut se battre.»

Aux accents de l'Internationale, et aux cris de «On veut notre argent», la délégation sort de la Préfecture.

Correspondant

MOULINEX-ALENÇON : L'AFFRONTEMENT

Lundi, 9 h 30

La direction avait décidé que pour ce matin, les grilles seraient ouvertes. L'occupation avait continué pendant le week-end, une garderie était organisée.

La direction avait envoyé une lettre à tout le personnel, dans laquelle, sur un ton très dur, elle fait des menaces de procéder à des licenciements : «Les 400 F d'augmentation se traduiraient à coup sûr par des licenciements. Travailler avec acharnement, le directeur s'emploie à vous préparer un avenir clair. Faites-lui confiance. Mais surtout la défense de votre emploi, l'amélioration de vos rémunérations du pouvoir d'achat ne peuvent être envisagés que si le directeur maintient solidement la position exprimée depuis deux mois, c'est-à-dire l'augmentation des salaires suivant la règle établie en 1974, par anticipation de l'indice INSEE et respect du plan de promotion tel qu'il a été établi pour l'année».

Cependant, la direction a été obligée de revenir sur texte, dans une explication embarrassée, selon laquelle «pour dissiper toute fausse interprétation, la direction

confirme que les dispositions des négociations engagées sont maintenues». Cela samedi soir.

L'intersyndicale a précisé sa plate-forme revendicative : 400 F pour tous, c'est-à-dire une refonte de la grille des salaires, dans un calendrier pour obtenir un relèvement de 400 F en partant des bas salaires, ponts payés, paiement des ponts par la récupération des jours fériés tombant un samedi ou un dimanche, 5^e semaine : calendrier pour l'obtenir en 1980, paiement des jours de grève.

A partir de 5 h 30, les groupes d'ouvriers et d'ouvrières commencent à arriver. Vers 7 h, une foule assez importante attend.

Un délégué prend la parole pour faire le point de la lutte. Puis la direction, par une sono installée sur le toit d'une maison, annonce que les portes doivent être ouvertes pour que les négociations commencent. Les flics de la ville débarquent et viennent faire une haie entre grévistes et non-grévistes. Ils ne parviennent pas à empêcher que des discussions aient lieu entre grévistes et non-grévistes.

C'est alors que l'on remarque la présence de

quatre gros bras qui rôdent de groupe en groupe. Aux questions des ouvrières, ils refusent de dire qui ils sont. Ce sont des nervis du SAC, qui viennent faire de la provocation.

A 8 h, Amelaine, directeur administratif, annonce que les négociations vont s'ouvrir, qu'elles n'attendent plus que l'ouverture des portes... Mais pendant que syndicats, direction et médiateurs sont réunis à la Préfecture, les cadres et les nervis tentent d'ouvrir les portes des bâtiments du service après-vente. Ils réussissent à se frayer une voie et tentent de faire entrer les gens. Les grévistes les refoulent dehors. Puis, presque simultanément, les nervis attaquent dans l'usine principale à deux endroits. Ayant pénétré par derrière, ils forcent

les portes, attaquent les femmes qui étaient de garde. Mais en vain, la riposte est immédiate. Arrivant par une autre porte, avec des hâches et des pinces, ils délogent les femmes, mais ils se font aussitôt enfermer par d'autres grévistes. Les affrontements continuent du côté du hall ; il y a des blessés.

L'intervention brutale des cadres pour faire reprendre le travail révolte les ouvrières, dont beaucoup décident de se joindre à la grève. Les exhortations de Amelaine, faisant l'éloge de la liberté du travail, n'y feront rien.

A 9 h, les délégués expliquent, de retour de la négociation, annonçant qu'ils n'ont rien obtenu. Les ouvrières ferment les grilles. La lutte continue.

Attaque fasciste contre l'usine de Caen

Lundi matin, l'usine Moulinex de Cormelle le Royal a été attaquée par un groupe de cadres qui a coupé le grillage. Les assaillants ont fait pénétrer dans l'usine des gens extérieurs ; on suppose qu'il s'agit de nervis venus de l'usine Citroën toute proche.

Les 1 500 travailleurs restés dehors ont déclaré la grève illimitée. Seuls restent à l'intérieur des cadres et des agents de maîtrise.

RHÔNE POULENC TEXTILE : 1 800 CHÔMEURS AU MOINS ET IL FAUDRAIT LES REMERCIER !

D'Edgar Faure, au député RPR, en passant par le préfet et Gandois, le président de Rhône Poulenc chacun se félicite de ce «cadeau», de cette bonne nouvelle annoncée aux ouvriers de la Rhodia : une usine textile serait implantée à Besançon, elle embaucherait 330 personnes à l'automne... 1980 ! En fait, il s'agit d'un projet de développement de la production actuellement effectuée par l'usine RPT de Tronville-en-Barrois (dans l'Aisne). Cette bonne nouvelle est annoncée à grands renforts publicitaires, au moment même où le groupe Rhône Poulenc annonçait d'une part que sa situation financière s'améliorait, et d'autre part que la fermeture définitive de plusieurs de ses plus grosses usines, dont celle de Besançon, était confirmée, et acceptée par le gouvernement. Cela signifie que plus de 2 100 emplois sont supprimés à Besançon, s'ajoutant au millier de l'horlogerie (LIP), au millier du bâtiment (L'héritier et Mischler...) etc. Une promesse pour quelques 300 personnes (dans deux ans), et voilà qu'il faudrait remercier ces messieurs ! Alors que des pressions sur les travailleurs se multiplient pour les débaucher vers d'illusoire et précaires emplois, en particulier sur les chantiers de l'autoroute, des débrayages et diverses actions ont été organisés dans plusieurs ateliers.

LIP : 7 200 MONTRES SAISIES PAR LA POLICE

Vis-à-vis des travailleurs de Lip, ce pouvoir ne change pas de méthode : la répression policière. Et depuis quelques semaines, les fins limiers suivent pas à pas les Lip qui s'occupent d'alimenter les stands de vente à l'extérieur et à l'intérieur de l'usine. C'est ainsi que deux militants syndicalistes se sont fait confisquer 155 montres à la frontière luxembourgeoise alors qu'ils se rendaient à deux meetings de solidarité en Belgique la semaine passée. Plus gravement, jeudi matin, à la troisième perquisition chez une ouvrière, la police s'empare de 7 200 montres, d'une valeur de 120 millions de centimes. Les Lip protestent contre cette nouvelle attaque contre eux, au moment où un plan industriel de relance va être présenté par la coopérative.

Nouvelles de Franche-Comté

MENACES SUR L'EMPLOI... AVEC DIFOR, PAS DE GARANTIE POUR LES CONSOMMATEURS... NI POUR LES TRAVAILLEURS

A la télévision, sur Antenne 2, après les informations, l'Institut de la Consommation, dans l'émission «D'accord, pas d'accord», reflétait les condoléances des consommateurs vis-à-vis des montres à quartz vendues par DIFOR. Beaucoup de gens se sont laissés séduire par l'alléchante publicité de cette entreprise qui vend par correspondance : les montres à quartz ne sont pas chères, mais elles tombent en panne, et quand il s'agit de les réparer, on s'aperçoit qu'on ne sait pas d'où elles viennent, et qu'il n'y a pas de pièces de rechange. La direction, qui a vu ses commandes baisser dangereusement depuis cette émission, proteste. Pour les travailleurs de cette entreprise de vente par correspondance, des menaces sont grandes. Voilà le choix que l'on donne aux ouvriers dans la «société de consommation», se faire escroquer, ou perdre son emploi.

...AVEC PEUGEOT PAS DE GARANTIE D'EMPLOI POUR LES TRAVAILLEURS DE BOST

Cette usine, située à Laissey, près de Besançon, fabriquant de l'outillage (pinces, tenailles...) a été rachetée récemment par le puissant industriel de Doubs-Peugeot. A l'époque, on avait dit que tout irait bien dorénavant. Or, trois jours et demi de chômage sont annoncés par la direction pour le mois de juillet. La CFDT a demandé des garanties pour l'emploi après les vacances, ce que la direction n'a pas pu assurer.

PROCES CONTRE LES TRAVAILLEURS PTT : CONDAMNATION D'UN FACTEUR QUI S'OPPOSAIT A LA DISTRIBUTION DE PROSPECTUS

Le tribunal de Montbéliard a condamné à 3 000 F

Arsenaux de Brest : l'action continue

Après trois semaines de grève, les travailleurs de l'arsenal de Brest restent mobilisés, bien que le ministère fasse preuve de la même intransigeance face aux revendications, notamment l'application des décrets de 1951 et de 1967 qui alignaient les salaires de ceux des Arsenaux sur les salaires des métallos parisiens.

Samedi était prévue une manifestation interprofessionnelle, qui regroupa près de 4 000 travailleurs. Et l'heure matinale de son déroulement ne peut expliquer à elle seule cette mobilisation malgré tout restreinte, lorsque ce sont tous les jours 5 000 travailleurs de l'arsenal qui défilent dans les rues de Brest. Manifestation de soutien à retardement pour les travailleurs de l'arsenal

qui souhaitent rapidement un élargissement de la lutte aux autres entreprises de Brest ; d'autant que ce sont près de 20 000 personnes à Brest qui travaillent d'une façon directe ou indirecte près de l'arsenal. Ce lundi c'est au tour des commerçants de faire un geste de solidarité en gardant leurs rideaux baissés.

Lundi dernier, quelques flottements étaient apparus chez les gars, qui avaient notamment dû faire face un long week-end, qui n'avait pas permis de maintenir la mobilisation dans son intégralité. La manifestation de samedi, bien que combative, répondait, elle, à l'attente des travailleurs de l'arsenal.

La journée de lundi devait apporter une réponse.

Renault

La grève se poursuit aux presses

Lundi matin, les travailleurs des presses de Renault-Flins, refusant toujours de travailler sous la menace des armes, continuent leur mouvement de grève.

La direction reste sourde aux appels à la «négociation» que ne cessent de lancer les directions syndicales.

Mardi apportera une réponse à la suite de l'action entreprise par les OS des presses. En effet, mardi, le lock-out de 9 000 travailleurs doit prendre fin, et leur attitude sera pour une part déterminante dans la suite du conflit. Accepteront-ils de reprendre le travail dans une usine investie par les flics ?

d'amende, un facteur accusé d'avoir frappé un de ses collègues, qui à l'encontre des consignes syndicales, passait son temps à bourrer les boîtes aux lettres de prospectus, avant la tournée normale. Il faut dire que pour faire ce boulot, le facteur gagnait quelques centimes, tandis que le receveur, sans quitter son bureau, gagnait bien davantage...

DELEGUE SYNDICAL CGT DES EDUCATEURS SPECIALISES CONDAMNE

Le tribunal de grande Instance de Besançon a rendu son verdict : l'élève éducateur spécialisé, accusé de «violences contre le directeur de la Main d'œuvre», a été condamné à 15 jours de prison avec sursis. Une grande mobilisation de solidarité avait eu lieu lors du procès, ce qui peut expliquer la décision du tribunal de ne pas inscrire la condamnation au casier judiciaire. Sinon, Gérard Garcia aurait dû abandonner ses études et sa profession. Les syndicats s'étaient surtout inquiétés d'une éventuelle jurisprudence contre toute occupation collective de bureaux de direction par les travailleurs.

GREVES POUR LES SALAIRES

Chez Bulet (découpage métallurgique) à Besançon, contre le blocage des salaires, les travailleurs demandent 1 F d'augmentation horaire, et le 13^e mois. Comme chez Ultra, les patrons refusent de négocier.

A Dijon, Amora est en grève à 80 % pour les salaires, l'amélioration des conditions de travail dans deux usines employant essentiellement des femmes. (Réduction des cadences, aération, et application du principe, à travail égal, salaire égal).

Grève à la Sécurité Sociale à Besançon, pour protester contre les conséquences de l'organisation des méthodes de gestion.

«Journée de l'arbre» : samedi après-midi, dans la forêt de Jailwz, près de Besançon, les forestiers CGT et CFDT organisaient une manifestation pour protester contre cette opération-gadget, alors que les forêts sont privatisées et faussées à l'abandon.

Dreux (Mortagne) : la lutte se poursuit verdict du tribunal repoussé au 27 juin

Chez Dreux, ça continue : d'un point de vue juridique, le tribunal d'Alençon s'est déclaré incompétent à juger la demande des syndicats, c'est-à-dire astreindre le patron à faire procéder à des élections au comité d'entreprise. C'est le tribunal de Mortagne qui est saisi pour cela. Ce tribunal est célèbre dans sa tradition anti-ouvrière et anti-syndicale. Samedi, le jugement a eu lieu mais le verdict a été repoussé à mardi 27 juin. Tout est bon pour essayer d'éteindre la combativité des travailleurs !

Depuis quelques jours, le PC et le PS, jugeant qu'ils n'apparaissent pas assez dans la lutte, ont donc proposé un rassemblement PC, PS, CGT, CFDT, FEN devant l'usine pour le samedi 24 juin.

Samedi à 15 heures, de nombreux travailleurs se retrouvent devant l'usine : quelques militants du PC, beaucoup moins nombreux que dimanche dernier où le PCF était venu faire sa campagne électorale devant l'usine (c'est bientôt 81 !). Un certain nombre de PS, de nombreux militants syndicaux, notamment une forte délégation de Moulinex Alençon et Gallois à Mangers, ainsi qu'un certain nombre de jeunes mobilisés par l'UOP de Mortagne. Devant l'usine, la section CFDT de Dreux fait le point de la situation.

Après cela, une manifestation a eu lieu, d'environ 200 travailleurs, très combative, où les mots d'ordre alternaient avec les chansons des ouvrières de Moulinex. Après avoir fait halte devant une des luxueuses maisons de Gaston Dreux, la manifestation a traversé la Perrière, petit village de quelques centaines d'habitants, où de nombreuses personnes applaudissaient ou levaient le poing.

Après la manifestation et une prise de parole de la CFDT, les partis de gauche sont intervenus pour rappeler la présence «indéfectible» du PS et du PC auprès des travailleurs. Discours peu applaudis. Une camarade lance l'Internationale. Le PS (pas gêné) lève le poing, ainsi que certains du PC, tandis que les dirigeants du PC les gardent dans leur poche. Pour eux, cela rappelle l'Espagne fasciste, disent-ils !

Elsa : 550 emplois menacés

Le communiqué publié ci-dessous marque la difficulté qu'il y a à concilier les luttes des ouvriers menacés de licenciement et les intérêts des paysans regroupés en coopératives de producteurs. La logique même des coopératives implique leur développement et l'écrasement des autres laiteries, quelles qu'en soient les répercussions pour les ouvriers de ces usines. En outre, chaque producteur paysan est lui-même dépossédé du pouvoir de décider de la politique suivie par «sa» coopérative.

550 emplois sont menacés en raison de l'appétit démentiel de la famille Lowenbruck dans les usines de Dieue sur Meuse (55), la Chapelle-aux-Pots (60) et Blaise-sur-Arzilliers (51).

Dans cette entreprise laitière de l'est de la France, c'est la «folie des grandeurs» d'une direction investissant massivement et rapidement sans s'assurer de son équilibre financier qui est à l'origine du licenciement collectif actuel.

La CFDT ne peut pas accepter que l'emploi soit ainsi menacé, dans une région où le nombre de chômeurs est déjà important et que l'entreprise soit mise en liquidation de biens par le tribunal de commerce de Verdun. Avec les travailleurs de l'entreprise, la CFDT organise la lutte et la sauvegarde d'un emploi sur place pour l'ensemble des travailleurs concernés.

La CFDT s'interroge aussi sur le rôle joué dans cette affaire par l'Union Laitière de la Meuse, coopérative qui contrôle la presque totalité de la collecte de lait dans le département de la Meuse et qui, de par sa seule décision, peut mettre en chômage 250 salariés à l'usine de Dieue Sur Meuse, en dirigeant le lait sur France-Lait pour le transformer en Normandie.

L'intérêt des producteurs laitiers de la Meuse n'est pas d'avoir une attitude aussi discriminatoire à l'encontre des travailleurs d'Elsa, qui ne veulent que vivre et travailler au pays.

La responsabilité des pouvoirs publics est aussi engagée. Pour cela, la Fédération CFDT de l'alimentation a demandé au ministre de l'Agriculture et aux délégués des industries alimentaires de recevoir une délégation de la CFDT, pour lui faire part de la réalité de la situation vécue aujourd'hui par les travailleurs de l'entreprise et connaître les intentions des pouvoirs publics.

Communiqué de la CFDT Alimentation

GREVES DANS LES CENTRES INFORMATIQUES DES IMPÔTS

Voici quelques informations concernant un mouvement actuellement en cours dans les Centres Régionaux Informatiques des Impôts (CRI).

Démarré depuis 15 jours - 3 semaines, ce mouvement a été déclenché par les résultats de la Commission Paritaire qui décide les affectations des agents des

petites catégories (notamment des dactylo-codeuses ou perfos).

Ce que nous voulons :

- Affectation lors du concours d'agent de constatation (titulaire) sur place.
- Nouvelles règles pour les mutations.
- Conditions de travail (durée, temps de pause, rendement, contrôle médical, hygiène et sécurité).
- Reconnaissance des qualifications et amélioration des possibilités de promotion.
- Augmentation des effectifs.
- Révision des décrets de 1971, sur les carrières et le régime indemnitaire des personnels de l'informatique.

— Nouvelles règles pour les mutations.

— Conditions de travail (durée, temps de pause, rendement, contrôle médical, hygiène et sécurité).

— Reconnaissance des qualifications et amélioration des possibilités de promotion.

— Augmentation des effectifs.

— Révision des décrets de 1971, sur les carrières et le régime indemnitaire des personnels de l'informatique.

A ce jour, l'action se développe :

— Nantes, 3^e semaine de grèves tournantes.

— Reims, grèves tournantes depuis le 15 juin.

— Lyon, grève le 16 juin.

— Lille, grève le 16 juin.

— Clermont, baisse du rendement.

— Poitiers, grève le 20 juin.

— Amiens, grève le 21 juin.

— Bordeaux, grève envi-

sagée.

— Orléans, actions de soutien.

Ainsi sur les 16 CRI, 9 ont engagé l'action.

Dès à présent, nous engageons le soutien financier aux camarades de Nantes. Et le mouvement se coordonne au niveau national, par le biais des 4 syndicats des Impôts (CGT, CFDT, FO, Auto-nomes).

Certes, il nous faudra un mouvement très fort pour faire céder l'administration.

Est-ce que les grèves de 24 h ou les grèves tournantes suffiront ?

On peut cependant noter que ce mouvement se développe à la veille des vacances, lui aussi, et que pourtant les impôts ne sont pas une administration à grandes traditions de luttes.

C'est sans doute de bon augure pour l'avenir (et la «rentrée» d'automne n'est pas si loin), quels que soient les résultats de l'action que nous avons commencée.

Corr. Amiens
CGT des Impôts

Dans le 12^e arrdt de Paris : ICE en grève

Depuis le 12 juin, au 41 rue Crozatier, à Paris 12^e, 200 ouvrières d'ICE (Industrielle de Contrôle et d'Équipement) sont en grève. Cette entreprise fabrique des coffrets et armoires électriques pour l'EDF, et sur le plan de l'activité, on peut dire que cette usine est rentable. Elle comprend un grand nombre d'O.S., dont le salaire débute à 2.000 F, et se termine à 2.300 F, sans aucune possibilité de promotion. Les récentes mesures d'austérité de Barre ont été le facteur déclenchant, et c'est à 90 % que les travailleurs sont entrés en grève, avec leurs syndicats CGT et FO.

Un début de négociations est en cours. Il semble que le patron, pressé d'honorer ses commandes, soit prêt à lâcher quelque peu, mais les travailleurs d'ICE 12^e, ceux des ateliers de Montreuil et d'Alfortville, jugeront-ils cela suffisant ? Ce n'est pas sûr. En attendant, ils maintiennent leurs revendications : 200 F pour tous, retour aux 40 h, 5^e semaine de congés payés, 3 jours pour garder les enfants malades, augmentation de la prime de transport, heures de grève payées à 50 %, droit syndical.

Correspondant

Luttes en série dans le Val de Marne

Autour de Belcan occupé (Vitry) : mouvement de solidarité



A Vitry comme dans toute la proche banlieue, la désindustrialisation continue : qu'on en juge d'après ces chiffres publiés, sur une période d'un an :

Tréfilmétaux	510
Drouet Diamond	100
Gazomètre	12
Manibéton	35
Deval	60
Damifer	102
Noel	57
Kabi	32
Malissard	15
Paris Ouest	12

C'est dans ce contexte que l'usine Belcan (- 28) prend figure de symbole. Cette petite usine de machines-outils est en cessation de paiement depuis deux mois. Les travailleurs occupent depuis le 12 juin. L'UL-CGT de Vitry organise un soutien à Belcan avec un rassemblement ce jeudi 29 juin à 16 h 30 (Angle de la rue Germain Defresne et de l'avenue Henri Barbusse).

Le patron assigne les travailleurs en référé ce même jour à 14 heures, demandant leur expulsion. La période d'été approche, c'est souvent en été que se font les plus sales coups !

Corr. Vitry

Saint-Raphaël (Ivry) : grève totale

Depuis le mardi 20 juin, les travailleurs des entrepôts sont en grève pour la deuxième fois depuis mai 68, à 90 %. Ils revendiquent 150 F pour tous. Jeudi dernier, la direction qui n'en est pas à une mesquinerie près, avait annulé la fête prévue pour un départ en retraite. La fête eut lieu quand même, les travailleurs ont collecté entre eux.

Barast (Alfortville) : déjà 4 mois 1/2 d'occupation

Le patron a rouvert une autre usine à Mandre-les-Roses. Son père, juge au conseil des Prudhommes, propriétaire du terrain et des murs, compte réaliser une juteuse opération immobilière. Depuis le 3 février 78, les travailleurs occupent et empêchent le déménagement des stocks et des machines ; samedi 24 a eu lieu une journée «portes ouvertes».

Apportez votre soutien à :

Comité d'occupation
39 rue Édouard Vaillant
94 Alfortville
Tel : 376 90 19

Nouvel accord entre l'URSS et la Turquie

DES MOYENS DE PRESSION SUPPLEMENTAIRES A MOSCOU

A la fin de la visite officielle à Moscou du premier ministre turc Ecevit, l'Union Soviétique et la Turquie ont signé vendredi un «document politique sur les principes de la coopération, de bon voisinage et d'amitié». La principale conséquence immédiate de cet accord devrait être la signature de nouveaux accords économiques qui prévoient le triplement des échanges en trois ans. L'URSS augmenterait considérablement ses fournitures de pétrole, la Turquie lui livrant en échange du coton, des céréales et des minerais comme le chrome. Ecevit peut également espérer des crédits de l'URSS, alors que la Turquie, avec un déficit de 2,8 milliards de dollars, est en cessation de paiement, le FMI faisant des difficultés pour lui accorder de nouveaux prêts. Ce dévelop-

pement de la pénétration économique risque de donner au social-impérialisme de nouveaux moyens de pression sur la Turquie.

Depuis 1974, en effet, la Turquie, maillon important dans le dispositif de l'OTAN face aux forces du pacte de Varsovie en Méditerranée, n'est plus un allié sûr pour les Etats-Unis. A la suite de l'occupation par la Turquie de la moitié du territoire de Chypre, les USA avaient décidé un embargo sur les livraisons d'armes. Le gouvernement turc a répliqué en fermant les 25 bases américaines implantées sur son territoire. Des négociations très difficiles se sont engagées pour de nouveaux accords militaires entre les deux pays.

Le gouvernement turc n'a cessé de développer ses relations avec l'URSS

pour faire pression sur les Etats-Unis en leur montrant qu'il pouvait éventuellement avoir une alternative.

Brejnev, de son côté, profitant de la situation et des difficultés économiques de la Turquie, a multiplié les pressions de toutes sortes pour entraîner ce pays dans l'orbite soviétique. En avril, Carter était parvenu à un accord avec Ecevit : il obtenait la réouverture des bases en échange d'un contrat pour la fourniture d'un milliard de dollars d'armes. Mais cet accord n'a toujours pas été ratifié par le Congrès américain ; car, bien entendu, il pose des problèmes pour la politique américaine à l'égard de la Grèce elle-même prête à remettre en question son appartenance à l'OTAN. Le voyage d'Ecevit à Moscou pourrait donner à Carter des arguments supplémentaires pour deman-

der la ratification de cet accord.

Il faut toutefois signaler les limites du document signé par le premier ministre turc. Alors que l'URSS voulait lui faire accepter un pacte de non-agression, il est stipulé que cet accord n'affecte pas «les droits et les engagements de l'URSS et de la Turquie contractés en vertu d'autres accords». Ce qui signifie que l'appartenance de la Turquie à l'OTAN n'est pas remise en cause ; il n'est pas non plus question de livraisons d'armes soviétiques. Ainsi, pour pallier sa faillite économique et tenter de satisfaire ses ambitions concernant Chypre, la bourgeoisie turque continue une politique sur le fil du rasoir, tentant de jouer sur les rivalités des superpuissances dans la région.

J.P.C.

RENCONTRE GISCARD-SCHMIDT AVANT LES SOMMETS DE JUILLET

La rencontre de Giscard et Schmidt vendredi à Hambourg a porté en particulier sur les questions monétaires. Un texte commun a été rédigé au sujet de «la création d'une zone de stabilité monétaire» en Europe. Ce texte devrait être proposé au sommet des Neuf qui doit se tenir à Brème les 6 et 7 juillet.

Le «serpent monétaire» qui impliquait que les variations des différentes monnaies européennes les

unes par rapport aux autres ne devaient pas dépasser une certaine limite a éclaté du fait des conséquences de la crise. La France, l'Italie et la Grande-Bretagne n'y appartiennent plus. Le projet évoqué à Hambourg consistait non pas en une reconstitution du serpent, mais en une limitation relative des variations monétaires. En effet, l'Allemagne n'a pas intérêt à un développement continu de l'inflation

en France qui met en danger ses exportations. La création de cette «zone de stabilité» pourrait permettre à l'Allemagne de tenter de relancer l'unité européenne sous sa direction. Mais la chute constante du dollar accroît les difficultés économiques des pays européens et leurs contradictions.

Récemment, Schmidt avait rencontré Andreotti président du Conseil italien Thocu, chef du gouverne-

ment luxembourgeois. Il doit également s'entretenir avec Callaghan début juillet. Schmidt se veut le centre de la préparation du sommet de Brème où les pays européens tenteront de définir des propositions communes avant le sommet des pays industrialisés du 16 juillet, sommet où les Etats-Unis devraient arriver en position de force, dans la mesure où ils sont déjà parvenus à obtenir des concessions du Japon.

Philippines

Procès d'un dirigeant du Parti communiste

José Maria Sison et 11 de ses camarades sont jugés à partir de cette semaine par un tribunal militaire à Manille. José Maria Sison est un dirigeant du Parti Communiste philippin qui lutte les armes à la main contre le régime de Marcos et l'impérialisme US. Il est accusé de «subversion» et de «rébellion», ainsi que de l'exécution de plusieurs soldats de Marcos et de trois officiers américains tombés dans une embuscade à Morong, au sud de la base américaine de Subic Bay, en avril 1974. José Maria Sison risque la peine de mort, qui a déjà été prononcée l'année dernière contre un autre dirigeant du parti, Bernabe Buscayno.

Alors que le régime de Marcos doit à la fois faire face à la Nouvelle Armée Populaire dirigée par le Parti Communiste et à la rébellion du Front National de Libération Moro au Sud, il espère briser les mouvements populaires en condamnant et assassinant les dirigeants révolutionnaires. Ces procès, de même que la répression au cours des élections de mars, montrent la nature de ce régime auquel Carter a demandé de se «démocratiser». Cela n'a pas empêché le vice-président Mondale de rendre visite il y a quelques semaines à Marcos pour négocier le maintien des bases américaines aux Philippines et le développement des investissements US dans ce pays.

Chicago 20 nazis paradent Les flics les protègent contre 3 000 manifestants



Zimbabwe : provocations et atrocités des racistes

Au moment où Smith avoue sa défaite sur le terrain, neuf missionnaires et quatre enfants ont été découverts massacrés dans l'Est du pays. La presse internationale, qui d'habitude fait le silence sur le régime raciste, titre sur ces atrocités, reprenant la thèse des racistes qui les attribuent aux guerilleros du Front Patriotique. «Nous ne sommes pas responsables» a déclaré Robert Mugabe, co-dirigeant du Front Patriotique, «il s'agit d'une continuation de la politique de persécution et de répression des missionnaires». En effet, les combattants patriotiques ont toujours affirmé qu'ils ne s'attaquaient pas aux missionnaires qui soutiennent en général la guérilla. Contrairement aux racistes qui bombardent les camps de réfugiés, massacrant femmes et enfants, «jamais nous ne tirerons sur une école ou un hôpital, parce que c'est barbare», nous a déclaré le représentant du Front en avril. En fait, comme il l'a déjà fait plusieurs fois, le régime raciste a utilisé ses troupes spéciales, les «selous scouts» pour commettre des atrocités, et tenter de discréditer la guérilla, à l'heure où le Front Patriotique remporte de nouvelles victoires.

Nord-Yemen : assassinat du président de la république

Samedi matin, le président du Nord-Yemen Al Ghamchi a été tué dans un attentat. Il s'agirait de l'explosion d'un attaché-case apporté par un émissaire du Sud-Yemen qui serait mort en même temps. Le Sud-Yemen a démenti toute responsabilité et a décrété un deuil national d'une semaine. Cet attentat intervient au moment où le Sud-Yemen amorçait un rapprochement avec le Nord et les autres pays arabes et semblait vouloir se dégager de l'influence soviétique en retirant ses troupes d'Erythrée.

Espagne : premier congrès des Commissions Ouvrières

Le premier congrès dans la légalité de la Confédération des Commissions ouvrières, dirigée par le PCE, a commencé la semaine dernière. Le secrétaire général Camacho a justifié dans son rapport l'adhésion de la confédération au «Pacte de la Moncloa» qui subordonne les revendications syndicales aux plans de restructuration de la bourgeoisie espagnole. Selon Camacho : «Pour sortir de la crise, il faut réaliser un accord avec toutes les forces politiques et sociales du pays et répartir les sacrifices de façon égalitaire... C'est dans ce sens que nous avons considéré le Pacte de la Moncloa comme un accord positif pour les travailleurs.»

USA : la bombe à neutrons doit rester prête

Le 7 avril, Carter avait annoncé que la bombe à neutrons ne serait pas déployée pour le moment, les USA attendant pour voir l'attitude de l'URSS au cours des négociations SALT. Le président américain avait cependant précisé qu'il se donnerait les moyens d'équiper

des têtes de missiles pour qu'elles puissent recevoir la nouvelle bombe au cas où il changerait d'avis. Le Pentagone vient de proposer un plan dans ce sens. Ce plan est cependant critiqué par certains responsables qui estiment qu'il ne permettrait pas une reconversion assez rapide des missiles.

Egypte : Sadate et le «Front de la fermeté»

Alors que les USA tentent de mettre sur pied une rencontre Egypte-Israël au niveau des ministres des Affaires étrangères pour relancer les négociations, Sadate a déclaré au cours d'une conférence de presse

qu'il était prêt à reprendre ses relations avec les pays du «Front de la fermeté». Il s'agit de l'Algérie, la Libye, l'Irak, la Syrie et le Sud-Yemen qui avaient condamné le voyage de Sadate en Israël.

● Aujourd'hui River-Plate, Mendoza, Mar del Plata ne sont plus que des masses de béton vide que le peuple argentin va devoir payer. Lors de l'ouverture du Mondial, Videla souhaitait «la bienvenue en cette terre de Paix, de Liberté et de Justice».

Mais Julian Delgado et Juan José Capdepon, journalistes démocratiques, n'ont pas survécu à ce Mondial, disparus et certainement assassinés. Un Mondial à l'image du régime qui l'organisait. Depuis le «trucage» des tirages au sort de la composition des groupes aux arbitres très «influencés» par le public et aux 6 buts de l'équipe argentine contre un gardien de but péruvien (un Argentin naturalisé péruvien, auquel la presse «chauvine» avait lancé le matin du match des appels au «sens de l'honneur national»), tout rappelle la Coupe à Rome en 1932 où l'équipe de Mussolini l'emportait sans peine.

Les généraux avaient vraiment bien organisé «leur» coupe, et ceux qui y sont allés pour voir sont revenus bredouilles.

C'est le peuple argentin qui, maintenant, va payer. Les 700 millions de dollars de déficit prévus sont largement dépassés : soit 200 millions de dollars de plus que la valeur totale de la dernière récolte de blé, 370 millions de dollars de plus que les investissements dans la santé publique. Le déficit représente plus que ce qui a été versé dans tout le pays en 1977 pour le paiement des salaires de l'administration publique.

Martin de Hoz, le ministre de l'Economie argentin, renforce son plan de «stabilisation et reconstruction» qui s'est traduit depuis un an par une baisse de pouvoir d'achat des masses populaires de plus de 50 %, la suppression de la médecine gratuite, l'augmentation plus grande encore du chômage. Et ce que craignent les Argentins, c'est que «les militaires ne préparent après cette fête une véritable Saint-Barthélemy». Car malgré le silence de la grande presse, les actions de résistance se sont multipliées : émissions de télévision pirates (1/2 heure avant France-Argentine, et durant la mi-temps d'Argentine-Pologne) des actions contre le palais présidentiel et contre différents membres de la Junte militaire, sans parler des femmes et mères de «disparus» qui manifestent toujours sur la Plaza del Mayo.

Jeudi dernier, la Junte avait envoyé des «contre-manifestants» fascistes pour tenter d'étouffer cette manifestation de la Place de Mai qu'elle avait dû tolérer pendant le déroulement de la Coupe.

Si la répression risque de se renforcer avec la recrudescence des enlèvements, baptisés «disparitions», il est donc nécessaire qu'après la campagne pour le boycott du Mondial, la campagne de dénonciation de la Junte fasciste et la solidarité avec le peuple argentin continuent à se développer. Nous publierons prochainement des textes du COBA donnant un premier bilan de ses activités et ses perspectives.

Des médecins argentins accusent

Lorsque le 29 mars 76, l'hôpital Posadas, à Buenos Aires cerné par les blindés, survolé par les hélicoptères, fut envahi par l'armée et que tous, malades, médecins et infirmiers furent contraints, allongés face au sol, sous la menace des armes, d'assister à l'arrestation de vingt prisonniers, il apparut évident que la dernière étape de la dégradation politique argentine était en passe d'être franchie. Désormais le contrôle militaire s'exerçait sur les accès à l'hôpital : 70 membres du personnel, inscrits sur des listes noires, furent emprisonnés à Villa Devoto. Parmi eux, 5 disparurent, dix furent séquestrés plusieurs mois ; les autres relâchés, mais licenciés de leur travail.

Les droits de l'Homme sont violés directement par les actes de violence et par les forces de répression gouvernementales ou paragonnementales.

Mais, fait aux conséquences infiniment plus graves, l'ensemble du pays en subit directement le contre-coup. L'inflation est démesurée 150 % à 200 % pen-

dant l'année écoulée en retenant les chiffres les plus optimistes. La baisse du pouvoir d'achat a été de 50 % avec un sous-emploi et un taux de chômage jamais atteint.

En tant que médecins, nous devons décrire et dénoncer la détérioration de l'état sanitaire, ses causes et ses conséquences. Le personnel licencié ou émigré n'est pas remplacé, les soins hospitaliers délivrés soit dans les hôpitaux municipaux des grandes villes, soit dans les hôpitaux créés et administrés par les mutuelles de syndicats ouvriers et d'employés, étaient jusqu'à l'an dernier gratuits, tant pour les consultations ou les hospitalisations que pour les actes exécutés. Les hôpitaux passèrent sous le contrôle des militaires et la gratuité fut abolie. Le prix de la journée était en 77 de 1 500 pesos et le prix d'un accouchement de 20 000 pesos. Le salaire minimum mensuel est de 25 000 pesos et aucun système de remboursement n'existe puisque l'aide sociale reposait sur la gratuité.

Si l'on ajoute les déman-

Avant et après le Mondial

L'ARGENTINE DE LA RÉPRESSION ET DE LA TORTURE



Lettre d'une mère de «disparu» au COBA

Dans *Revista Gente* (le *Paris Match* argentin) est paru un article de plusieurs pages sur «la campagne anti-argentine en France», article attaquant, calomniant, déformant la campagne du COBA sur le boycott du Mondial accompagné d'une photo d'un militant du COBA sous-titrée : «Voici le visage de l'homme qui tire sur l'Argentine».

La lettre suivante reçue par le COBA montre que le peuple argentin n'est pas dupe des informations de la Junte et sait se saisir des occasions pour faire connaître les problèmes...

«Récemment, j'ai lu dans une revue argentine un entretien d'une personne donné à un journaliste de mon pays. Etant donné que je suis une victime de plus des injustices commises par l'actuel gouvernement argentin, je profite de mon voyage en dehors de l'Argentine pour envoyer cette lettre et faire connaître mon problème.

Mon unique fils est entré au service de la Patrie (service militaire) bien que je sois âgée de 65 ans, infirme... Avant son départ, il était étudiant... et en plus un excellent joueur

de rugby. Comme je le dis un jeune sain, qui, s'il avait des idées politiques, ne les a jamais fait connaître ; mais a toujours montré sa désapprobation devant les injustices sociales.

Etant au commandement militaire sous les ordres du colonel..., on lui a commandé de remettre un pli à une autre dépendance militaire de la ville, on ne l'a plus revu depuis ce jour. Par des investigations que personnellement j'ai faites, j'ai su qu'il avait accompli sa mission, mais à partir de là, tout est un mystère. Ainsi, de la même façon, des centaines de jeunes conscrits ont disparu dans tout le pays.

Je suis allée voir tous les chefs militaires importants, les Evêques, eux ils sont tous disposés à m'aider, mais ils ont été menacés et

ils ne peuvent me donner aucune information, alors qu'ils ont le privilège de visiter les prisons et les camps de concentration... Je suis allée aussi à la Croix Rouge Internationale où je fus bien reçue.

Si vous me répondez, ne mettez votre nom nulle part, car je crains des représailles sur ma personne ou ma famille.

Avec tous mes remerciements.

C'est un exemple parmi des dizaines de milliers d'autres. Le général Iberico St Jean n'a-t-il pas déclaré : «D'abord nous tuons tous ceux qui feront de la subversion, puis nous tuons leurs collaborateurs, puis leurs sympathisants, puis les tièdes, puis tous les indifférents».



PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 26 juin

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'avenir du futur. Planète interdite. Film américain de Fred McLeod 1955
 23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Il était une fois le tour
 20 h 00 - Journal
 20 h 40 - La tête et les jambes
 21 h 45 - Zig-Zag. Emission de Teri. Paris musée vivant
 22 h 15 - Chefs-d'œuvre en péril. La route Jacques Coeur
 22 h 45 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - El Chunchu. Film italien
 22 h 15 - Journal et fin

Mardi 27 juin

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Nobile : Les naufragés des glaces.
 21 h 25 - Gilles Vigneault à Paris
 22 h 35 - Le livre du mois
 23 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Il était une fois le tour
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Les marées noires ou le prix du pétrole. Présentation J. Pasteur, Débat
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Services spéciaux division K. Film anglais
 22 h 05 - Journal et fin

Monologue autour d'un livre

Louise Michel, l'indomptable

Par Paule Lejeune

Un livre ? Pourquoi ?
 Pour gagner sa vie avec sa plume ? Livre-marchandise.

Pour livrer un message important ? Ce n'est plus un livre, mais le Livre. Celui qui bouleverse les mentalités, oblige à repenser l'existence.

Autre ambition pour Louise Michel l'indomptable.

«Chez les femmes», nous avons décidé de créer une série, à parution régulière, 4 volumes par an, en livre de poche, qui redonne aux femmes la place qu'elles n'ont cessé de prendre par leurs luttes dans l'histoire.

«Qui a construit Thèbes aux sept portes ? Dans les livres, on donne le nom des rois», écrit Bertold Brecht, dans son beau poème *Questions d'un ouvrier qui lit*. On pourrait répondre, nous les femmes : «Dans les livres, on donne le nom des hommes».

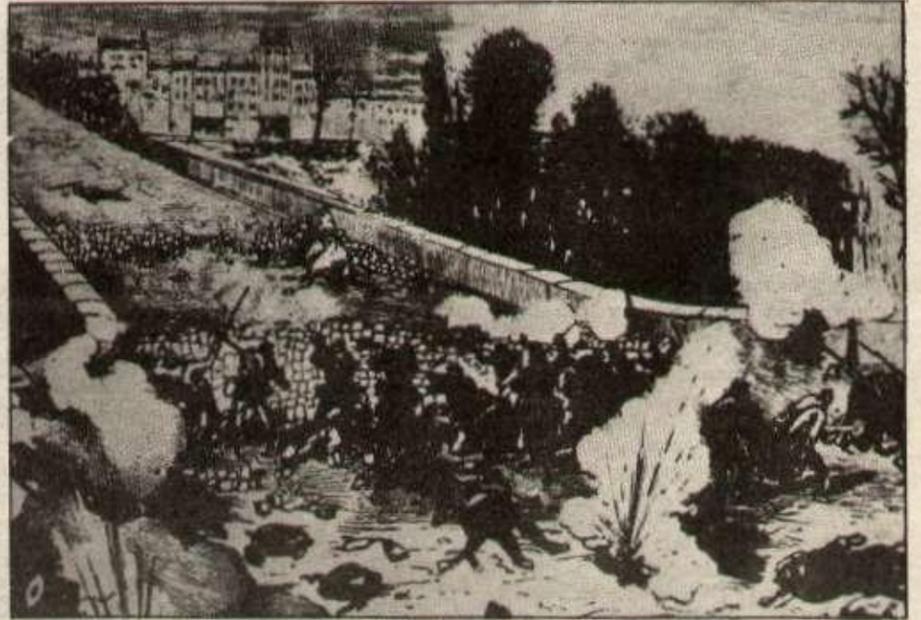
Certes, les figures féminines apparaissent, mais dans le rôle strict qui leur est assigné par notre société : les «maudites», celles qui font le malheur de l'homme, qui trahissent, d'Eve à Mata Hari en passant par des milliers d'autres, dont Dalila, Déjanire, toutes les favorites royales ou impériales.

C'est évidemment le bataillon le plus serré, et le plus popularisé par les livres, revues d'histoire à large diffusion.

Il y a aussi quelques modèles, évidemment.

En tête de liste, la vierge Marie, Jeanne D'Arc. Puis des mamans exemplaires comme celle de Coriolan ou de St Louis ; ou, plus anonymes, ces mères de soldats toujours prêtes à livrer à la patrie leur dernier rejeton.

Et les autres ?
 Toutes celles qui ont résisté précisément à ce rôle



Dès l'offensive versaillaise, début avril, Louise défend la Révolution, un fusil à la main.

qu'on voulait leur faire jouer ? Les connaît-on, ces femmes ?

La tradition culturelle officielle véhicule quelques images à leur propos : visages déformés par la colère ou l'injure, êtres hybrides, bizarrement vêtus, gesticulant, d'une laideur certaine. «Des exaltées», disent les rapports de police ou les compte-rendus des tribunaux.

Eh bien ! à une phase où les femmes prennent largement conscience de leur oppression, mènent des actions pour exister plus pleinement dans tous les domaines, ne faut-il pas nous réapproprier l'histoire, remettre à leur vraie place celles qui nous ont préparé la route où nous avançons maintenant. Ne fallait-il pas commencer par redonner à Louise Michel le contour juste de ce qu'elle fut ?

Étant allée jusqu'au bout et cela jusqu'à ses dernières forces, elle est devenue un

véritable mythe, traversé par la lutte des classes.

Qui est Louise Michel ?

«Une énergumène en jupons», «une virago populacière», «l'apôtre du crime» ?

On pourrait faire tout un livre avec les appellations injurieuses dont la gratifient juges, policiers, journalistes, écrivains bien pensants.

Est-elle une sainte rouge ? Une image d'Épinal à épingle pieusement dans son petit musée personnel des grandes figures révolutionnaires ? Un être si parfait, si exemplaire qu'il semble appartenir à une race différente de la nôtre ?

C'est à ce genre de questions que j'avais envie de répondre.

Pour être plus près de Louise. Pour mieux comprendre l'origine de son engagement, de cette fermeté imperturbable qui peut nous déconcerter, nous décourager aussi.

Et puis, elle a vécu à une période importante ; elle a

contribué à cette rupture essentielle, déterminante qu'a été la Commune de Paris.

Autant d'éléments qui m'incitaient à tout connaître d'elle. Pour remettre son action dans le droit fil de l'histoire. Pour la rendre familière, quoiqu'héroïne, au public le plus large possible.

Et ce fut une entreprise passionnante. Comme une amitié nouée en profondeur. Car plus je rassemblais les documents concernant la vie de Louise, plus je relisais ses écrits autobiographiques ou théoriques, plus je la sentais proche, fragile et forte, indignée, enthousiaste, avide de connaître, de transmettre sa connaissance, posant sur le monde un regard intense, passionné.

Et puis, chez Louise, cette jeunesse qui continue à bouillonner en elle, même lorsqu'elle est devenue une vieille dame amaigrie, à la voix si tenue que son auditoire doit retenir son souffle pour l'entendre dans les meetings.

A SUIVRE

Et l'acier fut trempé

157^e épisode

Kortchaguine ne put travailler à la rédaction de l'organe central, ni ailleurs non plus.

Il fut mit au repos complet avec un livret d'invalide puis il repartit chez les Kützam où on avait besoin de lui...

La mer clapotait en contrebas, léchant un tas de pierraille. Un vent sec arrivait du large, venant de la Turquie lointaine. Séparé de la mer par une jetée en béton armé, le port incrustait dans la côte son arc brisé. Le rivage tombait à pic. Et les petites maisons-jouets des faubourgs montaient très haut dans la montagne.

Le silence régnait dans le vieux parc situé à l'écart de la ville. L'herbe envahissait les allées depuis longtemps à l'abandon, sur lesquelles tombaient lentement les feuilles d'érable jaunies, tuées par l'automne.

Le vieux cocher persan qui avait chargé Kortchaguine en ville pour l'amener ici ne put s'empêcher, en déposant son client, d'exprimer sa surprise.

— Pourquoi toi venir ici ? Pas demoiselle, pas théâtre. Seulement chacal... Quoi faire, moi pas comprendre ! Viens retour, Monsieur le camarade !

Kortchaguine régla le cocher, qui repartit. Le parc était désert. Pavel trouva un banc sur un rocher faisant saillie dans la mer et s'y assit, exposant son visage aux rayons d'un soleil déjà déclinant.

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Il était venu en ce lieu silencieux réfléchir sur sa vie et sur l'usage qu'il pouvait en faire. Le moment du bilan et de la décision était arrivé.

Son retour avait porté au paroxysme le conflit dans la famille Kützam. Apprenant son arrivée, le vieux avait piqué un accès de rage et provoqué un scandale épouvantable. Kortchaguine fut tout naturellement amené à diriger la résistance. Le vieux se heurta à une opposition énergique autant qu'imprévue de la mère et des filles et, dès le premier jour du retour de Pavel, la maison se scinda en deux moitiés hostiles. La porte de la partie réservée aux parents fut verrouillée et une chambrette latérale fut louée à Kortchaguine. Le loyer versé d'avance parut apaiser le père Kützam, trop content d'apprendre que ses filles, séparées de lui, ne feraient pas appel à son argent.

Pour des raisons de diplomatie, Albina resta dans la moitié de l'appartement attribuée au vieux. Celui-ci s'abstenait de pénétrer chez les jeunes, pour ne pas rencontrer l'homme qu'il haïssait. Mais, dans la cour, il soufflait comme une locomotive, montrant que, là, il était le maître.

Avant d'entrer à la coopérative, il avait travaillé comme cordonnier et comme charpentier, et il arrondissait son salaire en bricolant sous un hangar pendant ses heures de loisir. Bientôt, pour faire engranger son locataire, il transporta l'établi sous sa fenêtre. Enfonçant des clous à grand bruit,

il se réjouissait de gêner les lectures de Kortchaguine.

— Attends un peu, je t'obligerai bien à déguerpir... maugréait-il entre ses dents.

Très loin, presque à l'horizon, un navire laissait derrière lui un petit nuage de fumée. Une volée de mouettes se jetait dans la mer avec des cris perçants.

Kortchaguine se prit la tête dans les mains et réfléchit profondément. Toute son existence défila devant ses yeux, depuis l'enfance. Avait-il bien ou mal vécu ces vingt-quatre années ? Il les inspecta une à une, contrôlant sa vie comme un juge impartial et il conclut avec une profonde satisfaction, qu'il n'avait pas si mal vécu que cela. Il y avait, certes, bon nombre de fautes commises par bêtise, par jeunesse et surtout par inexpérience. Mais l'essentiel était qu'il n'avait pas soumié lors des journées ardentes, qu'il avait trouvé sa place dans l'âpre lutte pour le pouvoir et que l'étendard pourpre de la révolution portait aussi quelques gouttes de son sang.

Tant qu'il en avait eu la force, il n'avait pas quitté les rangs. A présent, grièvement blessé, il ne pouvait se battre sur le front et se trouvait renvoyé dans les hôpitaux de l'arrière. Il se souvint d'un cavalier abattu par une balle lorsque l'avalanche déferlait sur Varsovie. Il était tombé à terre, sous les sabots de son cheval. Ses camarades, ayant rapidement pansé le blessé, l'avaient remis aux mains des infirmiers et s'étaient portés plus loin, à la poursuite de l'ennemi. L'escadron n'arrêtait pas sa course pour un combattant terrassé. Dans la lutte pour la grande cause, c'était ainsi et c'était bien.

(à suivre)

les Vosges : un département licencié ?

Par Richard FEUILLET

● En cette fin de semaine, à quelques jours des congés d'été, les événements se sont accélérés dans les usines Boussac, à l'annonce du non-paiement des salaires de juin.

On sait que la semaine dernière, Marcel Boussac décidait, pour éponger selon lui les dettes de son empire, de mettre en vente ce que la presse complaisante appelle pudiquement sa fortune «personnelle» : en fait des biens (châteaux, hôtels parisiens, une partie des haras...) acquis avec la sueur de trois générations de tisseuses et fileuses vosgiennes et d'ailleurs ! Cette proposition, personne ne s'est risqué à affirmer le contraire, bien incapable de renflouer un empire dont les dettes viennent encore de s'allonger, les banques l'ont refusée : un lien inextricable rattachant les biens du groupe aux usines hypothéquées.

Que des banques n'ayant jamais rien refusé à Boussac décident unanimement de ne plus lui faire confiance, vient amplement confirmer s'il en était encore besoin, que les «affaires vont mal» et que le pouvoir, malgré ses déclarations, ne prépare rien de bon pour les travailleurs !

La conséquence immédiate de cette décision, le non-paiement des salaires, a rencontré en cette fin de semaine une riposte massive des travailleurs vosgiens, mais aussi de l'ensemble du groupe (siège social à Paris, usine Rousseau (chemises) d'Arras, où les ouvriers ont aussi arrêté toute production).



Les employés parisiens de Boussac à l'image de leurs camarades Vosgiens ont manifesté vendredi pour exiger le paiement de leurs salaires. Sur notre photo, le Crédit Lyonnais envahi.

Défilés de rue, occupation d'autoroutes

TISSERANDES ET FILEUSES UNIES ONT ENGAGÉ LA BATAILLE

Alors qu'entre autres les travailleurs de la blanchisserie de Moyennoutier (près de Saint Dié) décidaient l'occupation de leurs locaux, où sont entreposés les plus importants stocks de tissus de toutes les Vosges, les «Boussac» ne se sont pas contentés de cesser toute production choisissant de passer à des actions offen-

sives : à Paris (Crédit Lyonnais), à Epinal (à la BNP et deux autres banques), les travailleurs ont manifesté et demandé des comptes aux banquiers, occupant parfois les succursales, symboles du pouvoir capitaliste, aux cris de «Nous voulons nos sous» et «Pas de salaire, pas de travail !».

précisément les travailleurs que l'on a promis de «sauver» qui aient été à l'avant-garde de l'action de vendredi montre qu'un nouveau pas a été franchi vers cette unité qu'il faut forger et encore approfondir !

En effet, c'est bien une «solution» contre l'ensemble des travailleurs, touchant en fin de compte d'une manière ou d'une autre toutes les usines (chômage partiel, fermeture, accélération de la charge de travail) que prépare le pouvoir !

Giraud, ministre de l'Industrie, partisan comme on le sait d'une solution dure (le dépôt de bilan) ne l'a pas caché à la tribune de l'Assemblée nationale vendredi : «Le sauvetage du groupe textile sera difficile. Le non-démantèlement serait la meilleure solution, mais je ne peux pas en dire plus aujourd'hui...». Autant dire que l'on s'y achemine !

Il faut renforcer l'action dans les usines

Cette aspiration des travailleurs à l'unité qui a su isoler les artisans irréductibles des querelles doit maintenant déboucher sur des actions à l'intérieur des usines, comme cela commence à se faire. Organiser la lutte dans les usines, nombre de travailleurs le disent, cela veut dire que la garde des stocks de tissus et des machines doit être prise en main dans toutes les usines ! C'est un atout supplémentaire et important pour imposer au plus vite le paiement des salaires. L'expérience des Grands Sables, où ce moyen a permis aux travailleurs de toucher leur paie de mai le prouve ! La valeur des stocks entreposés en fait un moyen de pression efficace, du

Il faut donc continuer sur la voie tracée en cette fin de semaine : la voie de la lutte dans l'unité, que les travailleurs et nombre de militants syndicaux d'usines ont faite leur, confirmant une aspiration dont nous avons parlé et refusant les querelles de boutique que certains, dans les directions syndicales, au niveau régional, persistent à maintenir, en suscitant même de nouvelles.

Alors qu'une manifestation de très grande ampleur, aux dires mêmes de certains dirigeants cégétistes, devait avoir lieu le 26 juin à l'appel des syndicats CGT et CFDT, de Nancy à Metz, contre les projets du pouvoir, voilà qu'elle a été remise en question : le conseil régional prévu ce jour-là étant repoussé au 10 juillet, chaque union régionale appelle à une manifestation séparée, la CGT le 26 juin, la CFDT le 10 juillet !

sieurs usines ont, sans conteste, permis à la volonté de lutte de nombreux travailleurs de véritablement déboucher.

La discussion de ces propositions (occupation, tours de garde) au sein d'assemblées générales a permis d'autre part que les idées des travailleurs, grâce au débat collectif, puissent s'exprimer.

«Il ne faut pas» fait remarquer le responsable CFDT de Thaon «que seuls quelques-uns décident et appliquent ; il faut adopter la démarche contraire, mettre tout le monde dans le coup. Si on se retrouve à 10 copains pour occuper pendant les vacances, ça

n'aura pas la même gueule que si on se retrouve à 50. A 10, qu'est-ce qu'on fera ?»

Les assemblées générales tenues cette fin de semaine ont permis dans certaines usines que soit effectivement prise en main collectivement l'occupation durant le week-end.

Par le débat, elles ont permis aux travailleurs et militants nombreux, d'exprimer leurs idées et leur volonté de lutte, d'isoler, si besoin était, par la force qu'ils représentaient, les irréductibles de l'inaction qui, pour cette raison d'ailleurs, étaient le plus souvent absents !

Les Vosgiens n'accepteront pas n'importe quoi !

Mais les Vosgiens, avec la bataille qui s'engage et qu'il faut amplifier, avec des moyens de lutte efficaces, devront être vigilants quant à son aboutissement !

Car déjà de toute part et de plus en plus, à mesure que monte la colère, les déclarations démagogiques (le RPR va jusqu'à accuser le système capitaliste favorisant les banques !), les promesses et les «plans» nombreux, à ne savoir où les mettre, se multiplient !

C'est le plan des partisans de la manière forte (Giraud (Industrie) et Monory (Economie) : le dépôt de bilan qui doit être suivi du «sauvetage» des branches «saines» et de l'abandon des autres. C'est le plan des partisans de la «manière douce» qu'on appelle dans les usines, par dérision, les «colombes», Séguin (député RPR) qui proposerait un «plan Vosges» avec des... prétraitements et la création d'emplois «nouveaux»

dans l'industrie du bois, alors que Messmer, autre «colombe», préconise dans le même temps à la foire internationale du bois à Nancy de «restaurer la compétitivité des industries du bois, fortement attaquées par la concurrence internationale». On sait les «créations d'emplois» qu'amène en général la «restauration de la compétitivité» !

Et quant aux créations d'emplois éventuelles, les travailleurs sont vigilants ! On comprend par exemple la méfiance des travailleurs de Thaon, où l'importante usine de «reconversion», Mussy, qui avait été vantée après avoir touché les primes à la «création d'emplois» est partie, laissant 400 travailleurs sur le pavé !

C'est «Pas un seul licenciement», c'est un véritable emploi pour tous, sur place, que réclament les Vosgiens !

Les manœuvres de division du pouvoir battues en brèche !

Par ces actions et en débattant sur le tas puis en occupant la RN 57 vendredi (les crédits n'étant toujours pas débloqués), les travailleurs des équipes du matin des usines de Thaon et Vincey auront, si besoin était, confirmé ce jugement que nous tenait il y a quelques jours cette ouvrière, depuis trente ans chez Boussac : «Attention, le Vosgien, il est comme ça ! Le 26, c'était déjà pas pour rigoler, mais la prochaine fois ça ne sera pas la même ! Car s'ils ne nous paient pas, s'ils nous licencient, on n'aura plus un sou et il faudra tout de même bien qu'on vive. Alors on agira autrement ! On agira par la force ! Ils sont lents à mettre en colère les Vosgiens, disent certains, mais quand ils sont fâchés, attention !».

Le pouvoir, en refusant le paiement des salaires, a sans aucun doute renforcé la méfiance vis-à-vis de ses promesses, déclarations et autres «plans» chez de nombreux travailleurs. Mais pas seulement : les actions de vendredi surtout (barrage des routes) montrent aussi que les tentatives dangereuses du pouvoir depuis plusieurs semaines, de diviser les ouvriers («certaines usines seront sauvées») connais-

sent de nouvelles brèches.

Les travailleurs de Thaon et Vincey qui ont engagé cette action doivent justement, d'après le pouvoir, être «sauvés» ! Le pouvoir escomptait bien, par exemple, que les travailleurs de Vincey se montreraient raisonnables et attendraient au moins quelques jours leurs salaires, afin de ne pas gêner la mise en place de la «solution industrielle» promise, comme on le sait, il y a quelques jours. Peine perdue ! Une partie importante des ouvriers de cette usine a refusé de faire sien ce raisonnement, refusé de faire confiance à une «proposition» foireuse qui n'a d'autre objectif que de scinder le front des Boussac en de multiples morceaux !

La direction de l'usine de Thaon, quant à elle, qui depuis plusieurs jours tente de persuader «ses» ouvriers que seule l'augmentation des cadences pourra sauver l'usine de la banqueroute, comptait bien aussi sur «le sens du devoir» pour les amener à patienter quelque temps !

Peine perdue là aussi, malgré les déclarations de Giraud (ministre de l'Industrie) vendredi à l'Assemblée nationale, allant dans ce sens !

Le fait que ce soient